

Inventaire des archives de la commune de Saint-Amand

Dépôt 2018

(1766) 1800-1977 (2000)

TANGUY ONS

SOUS LA DIRECTION DE MARC FOCANT

De votre part
Province de Hainaut a respenti plus vivement
les bienfaits de cet heureux événement, car il
a plu à Votre Majesté de saisir cette
occasion pour désirer de relever surantiquen
splendeur en conférant au Royal regent le
titre de Comte de Hainaut;

La Reputacion de notre commune, fier et
Reconnaissant de cette haute & honorable
distinguacion, se joint à Mon pour offrir à
Votre Majesté l'appréproir de sa respectueuse
tueuse gratitude; Et en nous faisons des
Vœux pour que le Prince nouveau se de
montre...



INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA COMMUNE DE SAINT-AMAND

DÉPÔT 2018

(1766) 1800-1977 (2000)

ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS

INVENTAIRES

226



Creative Commons license BY-NC-ND 4.0

Attribution - Non Commercial - No Derivatives
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification
Naamsvermelding - Niet-Commercieel - Geen Afgeleide Werken

ISBN : 978 94 6391 623 3

Archives générales du Royaume

D/2026/531/005

Numéro de commande: Publ. 6638
Archives générales du Royaume
2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur www.arch.be.

Numéro de l'inventaire : AEM.01.324

Inventaire des archives de
la commune de Saint-Amand

Dépôt 2018

(1766) 1800-1977 (2000)

par

Tanguy ONS

Sous la direction de Marc FOCANT

Bruxelles
2026

INDICATIONS SOMMAIRES POUR L'UTILISATION

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire, mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

AEM.01.324

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

Dans le respect de la réglementation en vigueur et sous réserve d'éventuelles modifications, les archives (hormis les registres de population, des étrangers et de l'état civil) de plus de 30 ans et ne contenant pas de données à caractère personnel sont librement consultables. Dans le cas d'archives de plus de 30 ans et contenant des données à caractère personnel, une autorisation du Collège communal est nécessaire. Cette autorisation n'est plus nécessaire lorsque les archives contenant des données à caractère personnel ont plus de 100 ans.

Les règles spécifiques de consultation des registres de la population et des registres des étrangers sont fixées de la manière suivante : les registres clôturés depuis plus de 120 ans sont librement consultables à des fins généalogiques ou historiques ou à d'autres fins scientifiques tandis que les registres clôturés depuis moins de 120 ans ne sont pas consultables. Seuls des extraits peuvent éventuellement être délivrés moyennant une autorisation écrite du Collège communal et dans le respect de la législation en vigueur.

La reproduction est autorisée en tenant compte de la réglementation en vigueur.

Références aux archives

La première fois, on citera le fonds avec son nom complet. Ensuite, on pourra utiliser une référence abrégée.

Complet : ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Archives de la commune de Saint-Amand. Dépôt 2018*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AÉM, *Com. Saint-Amand 2018*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	7
I. IDENTIFICATION	7
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	7
A. Producteur d'archives	7
1. <i>Nom</i>	7
2. <i>Historique</i>	7
3. <i>Compétences et activités</i>	8
4. <i>Organisation</i>	9
B. Archives	10
1. <i>Historique</i>	10
2. <i>Acquisition</i>	11
III. CONTENU ET STRUCTURE	11
A. Contenu	11
1. <i>Conseil communal et Collège des bourgmestre et échevins</i>	12
2. <i>Finances et fiscalité</i>	12
3. <i>Patrimoine</i>	12
4. <i>État civil</i>	13
5. <i>Population</i>	13
6. <i>Élections</i>	13
7. <i>Affaires militaires</i>	14
8. <i>Travaux publics</i>	14
9. <i>Enseignement</i>	14
10. <i>Bienfaisance ou assistance publique</i>	14
11. <i>Culte</i>	15
B. Sélections et éliminations.....	15
C. Accroissements/compléments	15
D. Mode de classement	15
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	17
A. Conditions d'accès	17
B. Conditions de reproduction	17
C. Langues et écriture des documents	17
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	17
A. Documents apparentés	17
B. Bibliographie.....	18
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	18

INVENTAIRE	19
I. GÉNÉRALITÉS	19
A. Conseil communal.....	19
B. Collège des bourgmestre et échevins	19
C. Registres et/ou répertoires concernant les enquêtes publiques (« de comodo et incommodo »)	19
D. Répertoire des actes	20
E. Correspondance générale	20
F. Responsabilité, contentieux et actions en justice	20
II. ORGANISATION ET PERSONNEL	20
A. La commune en tant qu'entité administrative.....	20
1. <i>Territoire</i>	20
2. <i>Coopération intercommunale</i>	21
B. Organisation et membres des organes politiques	21
1. <i>Conseil communal</i>	21
2. <i>Collège des bourgmestre et échevins</i>	21
C. Organisation des archives	22
D. Personnel des services.....	22
1. <i>Statut du personnel, traitements et autres règlements</i>	22
2. <i>Effectifs, registres du personnel et autres états généraux</i>	22
3. <i>Dossiers du personnel administratif et technique</i>	23
4. <i>Dossiers du personnel ouvrier</i>	25
5. <i>Dossiers du personnel enseignant</i>	25
6. <i>Autres dispositions et services sociaux pour le personnel communal</i>	25
III. PATRIMOINE.....	26
IV. FINANCES ET FISCALITÉ	27
A. Comptabilité du secrétariat	27
1. <i>Budgets et annexes</i>	27
2. <i>Registres de comptabilité</i>	27
3. <i>Emprunts</i>	27
4. <i>Subventions des autorités supérieures</i>	27
B. Comptabilité du receveur	28
1. <i>Registres de comptabilité</i>	28
2. <i>Comptes et pièces justificatives</i>	28
3. <i>Entrée en fonction du receveur</i>	29
C. Impositions et taxes.....	29
D. Dépôt de l'Administration du Cadastre	31
V. ÉTAT CIVIL.....	32
A. Registres de l'état civil et tables	32
B. Cimetières et funérailles.....	33
VI. POPULATION	33
A. Registres et mouvements de la population.....	33
B. Recensements et autres états de la population	35
C. Étrangers	35

VII.	ÉLECTIONS.....	36
	A. Listes électorales et listes dérivées.....	36
	B. Révision des listes électorales.....	37
	C. Dossiers des élections	37
VIII.	AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES.....	38
	A. Service militaire	38
	1. <i>Conscription et volontaires (1798-1813)</i>	38
	2. <i>Milice et volontaires (1817-1976)</i>	38
	a. 1817-1923	38
	b. 1924-1976.....	41
	B. Garde civique (1830-1921)	43
	C. Mobilisation, réquisitions et cantonnements militaires en temps de paix.....	43
	D. Guerres et conséquences	44
	1. <i>Révolution belge et colonisation</i>	44
	2. <i>Première Guerre mondiale</i>	44
	3. <i>Seconde Guerre mondiale</i>	45
IX.	ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS	46
	A. Police.....	46
	1. <i>Équipement</i>	46
	2. <i>Personnel</i>	46
	3. <i>Fonctionnement quotidien en général</i>	47
	4. <i>Missions de police administrative concernant la tranquillité et l'ordre publics</i> ..	47
	5. <i>Missions de police administrative concernant la sécurité publique</i>	47
	6. <i>Missions de police judiciaire</i>	47
	B. Défense aérienne passive (1934-1944)	47
	C. Service d'incendie.....	48
	1. <i>Organisation</i>	48
	2. <i>Équipement</i>	48
	3. <i>Exécution des tâches</i>	48
X.	SANTÉ PUBLIQUE.....	48
	A. Services communaux	48
	1. <i>Service communal de santé</i>	48
	2. <i>Inspection médicale scolaire</i>	48
	3. <i>Service communal de traitement des immondices</i>	48
	B. Exécution des tâches communales	49
	1. <i>Lutte contre les maladies épidémiques</i>	49
	2. <i>Surveillance sanitaire, sécurité et hygiène de l'agriculture et de la sylviculture, de l'industrie, des métiers et du commerce</i>	49
	3. <i>Analyse de l'eau potable</i>	49
	4. <i>Contrôle des établissements dangereux, insalubres et incommodes</i>	49
	5. <i>Autres préoccupations concernant l'environnement</i>	54
XI.	TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE, AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME.....	54
	A. Organisation et gestion journalière du service technique	54
	B. Travaux aux bâtiments, monuments et installations immobilières diverses	54
	1. <i>Bâtiments affectés aux services administratifs et communaux</i>	54

2. Bâtiments scolaires.....	55
3. Bâtiments du culte.....	55
4. Cimetières.....	56
C. Travaux et inspection de la voirie (y compris les ponts, les quais).....	56
1. Voirie communale et vicinale (y compris les ponts, les égouts, etc.).....	56
2. Voirie provinciale et nationale.....	58
D. Travaux et inspection des cours d'eau.....	59
E. Services d'utilité publique.....	59
1. Distribution d'eau.....	59
2. Distribution d'électricité.....	60
3. Éclairage public.....	60
4. Téléphone.....	60
5. Télédistribution.....	60
6. Transports en commun.....	60
7. Services postaux.....	61
F. Aménagement du territoire.....	61
1. Plans de secteur.....	61
2. Permis de bâtir.....	61
3. Expropriations.....	62
XII. ENSEIGNEMENT.....	62
A. Cadre général.....	62
B. Organisation.....	62
C. Équipement.....	62
D. Personnel.....	63
E. Finances.....	63
F. Obligation scolaire.....	63
G. Activités éducatives ordinaires.....	63
H. Avantages sociaux.....	63
XIII. CULTURE, DIVERTISSEMENTS ET TOURISME.....	64
A. Culture.....	64
B. Divertissements, festivités, activités pour la jeunesse et tourisme.....	64
XIV. ÉCONOMIE.....	64
A. Généralités.....	64
B. Agriculture et sylviculture.....	65
C. Industrie.....	65
D. Commerce.....	65
XV. AFFAIRES SOCIALES.....	65
A. Exécution des tâches communales.....	65
1. Lutte contre la pauvreté et la mendicité.....	65
2. Mesures en faveur des nécessiteux.....	65
3. Prise en charge des chômeurs, placement.....	66
4. Aide familiale, primes de naissance.....	66
5. Aide sociale à l'enfance et à la jeunesse.....	66
6. Aide aux personnes âgées.....	66
7. Aide aux personnes porteuses de handicaps.....	66

8. <i>Secours distribués à l'occasion de calamités extraordinaires survenues dans la commune</i>	66
B. Collaboration avec des tiers	67
C. Règlementation du travail	67
XVI. RELATIONS AVEC LES FABRIQUES	67
A. Fabrique d'église de la paroisse Saint-Amand.....	67
1. <i>Personnel</i>	67
2. <i>Patrimoine</i>	68
3. <i>Finances</i>	68
4. <i>Obligations communales</i>	68
B. Fabrique de la chapelle Sainte-Rita	68
XVII.ÉCHEVINAGE DE LA COMMUNAUTÉ.....	69

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence: BE AÉM, Com. Saint-Amand (524 – 1126)
N° de l'inventaire: AEM.01.324
Nom: Archives de la commune de Saint-Amand. Dépôt 2018
Dates: (1766) 1800-1977 (2000)
Niveau de description: Fonds d'archives
Importance matérielle: 937 articles (16,07 mètres linéaires)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Commune de Saint-Amand

2. HISTORIQUE

La Constitution du 5 fructidor an III (22 août 1795), en vigueur lors de l'annexion par la France (1^{er} octobre 1795), avait instauré des « municipalités de canton ». Entre 1795 et 1800, Saint-Amand dispose d'un agent municipal et d'un adjoint, chargés de l'administration des affaires purement locales. La réunion des agents municipaux à Gosselies, chef-lieu du canton, constitue la municipalité de canton. En application de la loi concernant la division du territoire de la République et l'administration du 28 pluviôse an VIII (17 février 1800), Saint-Amand devient une commune à part entière. Le 28 novembre 1801, elle est intégrée dans le canton de justice de paix de Gosselies, puis de Charleroi le 14 octobre 1942, et à nouveau de Gosselies le 5 mai 1944¹.

La commune fait partie du département de Jemappes (1795-1814) puis de la province de Hainaut, de l'arrondissement administratif de Charleroi et de l'arrondissement judiciaire de Thuin (jusqu'au 18 mars 1800, date à laquelle elle est intégrée à celui de Charleroi). Saint-Amand relève par ailleurs du canton de milice de Fleurus à partir du 10 février 1817, de Gosselies à partir du 1^{er} janvier 1826, à nouveau de Fleurus à partir du 24 novembre 1881, et de Gosselies à partir du 9 décembre 1913².

Uniquement reliée à la chaussée Charleroi – Namur par un chemin de terre, l'économie de Saint-Amand a toujours été dominée par l'agriculture. L'existence d'une mine de fer est signalée en 1838, bien qu'elle soit inactive du fait de la difficulté d'écouler le minerai.

¹ VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963)*, Louvain, 2000, 3 volumes.

² *Idem*.

Il existe également des carrières de pierre et de chaux. La Ligne prend sa source à Saint-Amand³.

La commune compte 485 habitants en 1801, 940 en 1840, 972 en 1846, 1.176 en 1890, 1.276 en 1910. La population décroît par après avec 1.139 habitants en 1938, 1.057 en 1961 et 1.019 en 1976⁴.

Saint-Amand présente une église éponyme, érigée durant le XVI^e siècle dans le style gothique, elle a été restaurée en 1657 et en 1864. La sacristie est construite en 1900. La chapelle Saint-Agapit date de la fin du XVIII^e ou du début du XIX^e siècle. Plusieurs potales sont présentes sur le territoire communal, la potale Saint-Ghislain de 1731, la potale Notre-Dame d'Ittre de 1790, les potales Saint-Bernard, Saint-Germain et Notre-Dame de Hal datant du XVIII^e siècle. Le château-ferme de l'Escaille date d'au moins le début du XVII^e siècle, il a été démoli en 1844. Un nouveau château a été érigé vers 1880 mais celui-ci a été rasé en 1954. Le châtelet de Chassart a quant à lui été érigé durant le XIX^e siècle⁵.

Le 16 juin 1815, Saint-Amand est le théâtre d'affrontements entre les armées française et prussienne, dans le cadre de la bataille de Ligny, dernière victoire de Napoléon Bonaparte. Le général Jean-Baptiste Girard est mortellement blessé alors qu'il se trouve dans la ferme de la Haye. Le 17 juin, Napoléon parcourt notamment Saint-Amand pour féliciter ses troupes et donner de nouveaux ordres⁶.

Le 24 juillet 1944, le bourgmestre Emmanuel Dumont de Chassart est assassiné par des rexistes pour son implication dans l'armée secrète⁷.

Le 1^{er} janvier 1977, la commune de Saint-Amand est fusionnée avec les communes de Brye, Fleurus, Heppignies, Lambusart, Wagnelée, Wanfercée-Baulet et Wangenies pour former l'actuelle commune de Fleurus.

La fusion forme une entité de 23.002 habitants pour 7.638 hectares et est justifiée en ces termes dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites : « Constitution d'une entité périphérique valable, au nord-est de l'agglomération de Charleroi, axée sur Fleurus, qui est déjà le centre de services des villages voisins. La viabilité de ces communes est assurée par le parc industriel Fleurus-Lambusart »⁸.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités jette les bases de l'organisation municipale. Il fixe également le rôle qu'elles doivent remplir :

« Article 49. Les corps municipaux auront deux espèces de fonctions à remplir ; les unes propres au pouvoir municipal ; les autres, propres à l'administration générale de l'État, et déléguées par elle aux municipalités.

³ DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, Turnhout, s. d., p. 1159 ; HASQUIN H., *Communes de Belgique, dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980, p. 1297-1298.

⁴ *Idem*.

⁵ *Le patrimoine monumental de la Belgique. Wallonie*, vol. 20 : Province de Hainaut. Arrondissement de Charleroi, Liège, s. d., p. 265-273. DELOOZ R., *Les villages de Fleurus*, Lonzée, 2000, p. 52-57.

⁶ DELOOZ R., *idem*, p. 51-59 ; DELORY C., *Saint-Amand à travers les âges*, t. 3, s. l., 2001, p. 10-14.

⁷ DELOOZ R., *idem*, p. 70 ; DELORY C., *idem*, p. 32.

⁸ Arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, *Moniteur belge*, 25 septembre 1975.

Article 50. Les fonctions propres au pouvoir municipal, sous la surveillance et l'inspection des assemblées administratives, sont : de régir les biens et revenus communs des villes, bourgs, paroisses et communautés ; de régler et d'acquitter celles des dépenses locales qui doivent être payées des deniers communs ; de diriger et de faire exécuter les travaux publics qui sont à la charge de la communauté ; d'administrer les établissements qui appartiennent à la commune, qui sont entretenus de ses deniers, ou qui sont particulièrement destinés à l'usage des citoyens dont elle est composée ; de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics.

Article 51. Les fonctions propres à l'administration générale, qui peuvent être déléguées aux corps municipaux pour les exercer sous l'autorité des assemblées administratives, sont : la répartition des contributions directes entre les citoyens dont la communauté est composée ; la perception de ces contributions ; le versement de ces contributions dans les caisses du district ou du département ; la direction immédiate des travaux publics dans le ressort de la municipalité ; la régie immédiate des établissements publics destinés à l'utilité générale ; la surveillance et l'agence nécessaires à la conservation des propriétés publiques ; l'inspection directe des travaux de réparation ou de reconstructions des églises, presbytères, et autres objets relatifs au service du culte religieux⁹ ».

Après l'indépendance de la Belgique, la Constitution belge du 7 février 1831 confie les intérêts exclusivement communaux à des conseils communaux élus directement, mais réserve le contrôle de leurs actes au Roi ou au pouvoir législatif, notamment pour empêcher qu'ils ne sortent de leurs attributions ou ne portent atteinte à l'intérêt général. La Constitution confie également aux autorités communales la rédaction des actes de l'état civil et la tenue des registres. Enfin, le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées à l'organisation provinciale et communale.

La loi communale du 30 mars 1836 constitue le fondement du droit communal belge contemporain. Constamment adaptée, certains de ses articles demeurent en vigueur dans la nouvelle loi communale (NLC) de 1988 et dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation (CDLD) de 2004.

4. ORGANISATION

La manière dont les communes sont organisées est déterminée par la loi communale du 30 mars 1836.

Celle-ci prévoit l'existence d'un corps communal regroupant des conseillers, un bourgmestre et des échevins. Ils forment le Conseil communal. Le bourgmestre et les échevins, dont le mode de désignation a évolué au cours du temps, composent le Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal. À côté de ces fonctions politiques, chaque commune dispose d'un secrétaire et d'un receveur. Les commissaires de police et, dans certaines localités, les gardes champêtres se partagent les attributions en matière de police.

Les rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune dressés en exécution de l'article 70 de la loi communale donnent un aperçu de l'organisation de chaque administration communale. Une copie de ces rapports était envoyée au Gouvernement

⁹ *Pasinomie*, 1^{re} série, t. 1^{er}, *Lois françaises*, Bruxelles, 1833, p. 66.

provincial. Enfin, les registres aux délibérations du Conseil communal et du Collège constituent la source par excellence pour décrire l'organisation de la commune et son histoire.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

L'article L1123-28 du CDLD dispose : « Le collège communal veille à la garde des archives et des titres ; il en dresse les inventaires en double expédition, ainsi que des chartes et autres documents anciens de la commune, et empêche qu'aucune pièce ne soit vendue ou distraite du dépôt ». Cette disposition reprend *mutatis mutandis* les dispositions de l'article 100 de la loi communale de 1836 (devenu l'article 132 de la NLC). Une circulaire ministérielle du 9 janvier 1839 précise que la maison communale est le lieu le plus propre au dépôt des archives communales. La loi du 24 juin 1955 relative aux archives place les archives des communes sous la surveillance de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués. Elles ne peuvent être détruites sans que la commune n'ait obtenu l'autorisation de l'archiviste général du Royaume ou de ses délégués.

La mise en œuvre de ces dispositions et les mesures de sauvegarde ou de gestion des archives sont rarement documentées. Cet aperçu se base donc en ordre principal sur le dossier central de Fleurus constitué par les Archives de l'État et enfin sur des renseignements glanés dans le présent fonds¹⁰.

Le 16 juin 1922, le commissaire d'arrondissement demande au Collège échevinal de dresser un inventaire des archives, collections et documents et qu'une copie lui soit envoyée. Un inventaire est dressé le 19 décembre 1922¹¹.

En 1927-1928, la société « Les Amis du Hainaut » procède à une enquête auprès des communes dans le cadre de la rédaction de l'ouvrage « Hannonia. Inventaire des richesses et particularités du Hainaut ». Concernant la bibliographie et les archives communales, l'administration communale répond le 2 juin 1928 qu'aucune archive antérieure à 1836 n'existe ni aucun inventaire¹².

En 1980, les archives des anciennes communes de Fleurus sont classées par l'Union des Villes et Communes, selon le classement décimal national (CDN), sans produire d'inventaire¹³.

Le 12 novembre 2002, les archives de la commune de Fleurus sont inspectées par Laurent Honoré, archiviste de l'État à Mons. L'état des archives est jugé totalement insatisfaisant, notamment en raison du désordre et de la désorganisation générés par la dispersion des archives entre cinq dépôts¹⁴.

En vue de valoriser son patrimoine communal et de garantir sa pérennité, la commune a signé, en date du 19 juin 2017, une convention de partenariat avec les Archives de l'État. Celle-ci charge l'équipe du projet « Archives locales de Wallonie » de préparer le dépôt des fonds communaux antérieurs à la fusion en procédant à un tri et en rédigeant les inventaires. C'est également dans le cadre de cette collaboration que des archives postérieures à 1976 sans

¹⁰ ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Dossiers centraux*, dossier « Commune de Fleurus ».

¹¹ Consulter le n° 49 de cet inventaire.

¹² Consulter le n° 870 de cet inventaire.

¹³ ARCHIVES DE L'ÉTAT À MONS, *Dossiers centraux*, dossier « Commune de Fleurus ».

¹⁴ *Idem*.

plus d'utilité administrative ou juridique et sans intérêt historique ont été détruites en parfaite concertation avec les différents services communaux et avec l'autorisation du délégué de l'archiviste général du Royaume.

2. ACQUISITION

Trois dépôts ont successivement été inscrits au registre des acquisitions des Archives de l'État à Mons sous les numéros d'entrée n° 1796, en date du 7 décembre 2004, n° 1836, en date des 23 et 24 janvier 2006 et n° 2522, en date du 7 novembre 2018. Les deux premiers dépôts concernent les archives des anciennes communes formant l'actuelle entité de Fleurus. Le dernier dépôt concerne les registres aux délibérations du Conseil communal et ceux du Collège échevinal ainsi que les registres de la population et leurs index des communes fusionnées. Ces séries de registres ont été déposées par la commune de Fleurus suivant contrat de dépôt du 11 septembre 2018.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives décrites dans cet inventaire ont trait au fonctionnement et aux activités de la commune de Saint-Amand entre 1800 et 1977. Les documents antérieurs à 1830 sont cependant, au total, fort peu nombreux. Il s'agit notamment d'un procès-verbal de 1801 relatif à la perception des contributions foncières, personnelle et mobilière (voir le n° 196), de dossiers relatifs aux levées de conscription entre l'an 1801 et 1807 (voir les n° 398 et 399), d'un état des revenus de la commune pour l'exercice de l'an XI (voir le n° 146), d'un dossier de 1805 relatif à la visite des fours et cheminées (voir le n° 646), d'un dossier de 1811 relatif aux frais de conscription (voir le n° 400), d'un répertoire aux actes de 1817 à 1826 (voir le n° 26), d'un dossier de 1819 et 1828 relatif aux distributions de céréales aux pauvres (voir le n° 883) et d'états des chemins vicinaux et courants d'eau de 1824 et 1825 (voir le n° 757).

Les quelques documents antérieurs à 1800 contenus dans le fonds n'ont du reste pas été produits par la commune, mais par l'échevinage de la communauté de Saint-Amand. Il s'agit de procès-verbaux de la haute cour produits entre 1766 et 1790 (n° 930), d'une ordonnance du Conseil provincial de 1768 relative à la plantation des topinambours (n° 931), d'une liste des distributions en argent faites le 10 mai 1788 pour procurer du chauffage aux pauvres (n° 932), d'un dossier de 1790 relatif à la collecte de la taille (n° 933), d'un récépissé de 1791 d'une somme d'argent en faveur de la caisse commune des États-Belgiques-Unis (n° 934), d'un dossier de 1792 relatif aux services faits pour l'empereur (n° 935), de deux listes de renouvellement des escouades de patrouilles en 1793 (n° 936) et d'un dossier relatif aux réquisitions militaires de 1793 (n° 937).

Le fonds contient également des dossiers relatifs aux travaux d'amélioration du quartier des Trieux entre 1960 et 1982 (voir les n° 766 à 771), les registres de la population et index ouverts en 1846 et continués jusqu'en 1980 (voir les n° 268 à 306), la liste des électeurs généraux, provinciaux et communaux entre 1976 et 1978 (voir le n° 360), des fiches index de la population jusqu'en 2000 (voir les n° 307 et 308) et des fiches des entrées (voir les n° 319 à 323) et des sorties (voir les n° 324 à 327) de la population jusqu'en 2000.

Procédons par grandes séries d'archives :

1. CONSEIL COMMUNAL ET COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

On appelle Collège des bourgmestre et échevins ou Collège échevinal la réunion des bourgmestre et échevins chargés de l'administration de chaque commune. Le bourgmestre et les échevins, agissant ensemble et indivisément, procèdent par voie de délibération. Ils constituent un corps délibérant du pouvoir exécutif et non pas un pouvoir délibérant législatif, tel que l'est le Conseil communal. Les actes posés par le Collège ne font généralement qu'administrer, exécuter ou appliquer les lois et règlements à des cas particuliers ou à des individus déterminés, sauf le droit de réglementation résultant d'une délégation. Toutes les décisions importantes prises par le Collège et les délibérations du Conseil sont consignées dans deux séries de registres. Ces registres aux délibérations permettent normalement de suivre l'évolution de la politique locale et la gestion des affaires communales, depuis les premières années du XIX^e siècle jusqu'à nos jours.

2. FINANCES ET FISCALITÉ

Les finances communales occupent une part importante de l'activité de l'administration et constituent un élément particulièrement important des archives. Chaque année un budget est établi par le Collège, mis à l'approbation du Conseil et soumis à l'autorité de tutelle. Par la suite, une comptabilité précise des dépenses et des recettes est tenue par le receveur communal. Toutes les initiatives et les activités menées par les autorités communales se retrouvent dans ces dossiers. Le moindre engagement financier donne lieu à des contrats, factures et mandats de paiement de toute nature. Les pièces justificatives aux comptes ne sont toutefois pas toutes conservées et pour les périodes récentes, un tri est opéré par l'archiviste, qui ne conserve finalement que les dossiers les plus significatifs et une année type par législature, permettant au chercheur d'évaluer correctement l'évolution à long terme des finances communales.

Si la gestion financière nous renseigne sur tous les aspects des activités communales, elle génère aussi de nombreux documents très utiles pour connaître les personnes qui habitent la localité. L'administration perçoit en effet sur les habitants des taxes et des impôts divers. Elle tient à cet effet des rôles de contribuables, qui complètent les informations individuelles reprises dans les registres de la population. Les propriétés foncières sont également taxées et chaque commune dispose de registres et de plans cadastraux, déposés par les services du Cadastre, qui donnent une idée fort précise de l'organisation de l'espace et de la structure de la propriété immobilière. On peut suivre par ce biais l'histoire d'une habitation ou d'un terrain au cours des ans et en connaître les propriétaires successifs.

3. PATRIMOINE

Le patrimoine communal se compose de nombreux biens immobiliers divers. Il existe donc dans les archives d'importants dossiers relatifs à l'acquisition, à l'échange, à l'expropriation ou à la vente de biens communaux ou encore de dossiers constitués dans le cadre des ventes de coupes de bois. En règle générale, les principaux édifices du village sont aussi propriété communale : l'église, le presbytère, l'école et le cimetière nécessitent ainsi un coûteux entretien et des travaux réguliers que l'on peut suivre d'année en année à l'aide des dossiers constitués et conservés par l'administration.

4. ÉTAT CIVIL

L'état civil a été institué en France par décret du 20 septembre 1792. À partir de cette date, dans chaque commune, l'officier de l'état civil consigne dans des registres distincts tenus en double les naissances, les mariages et les décès intervenus sur le territoire communal au cours de l'année. Il tient aussi un registre pour les publications de mariages. L'officier de l'état civil clôture ses registres en fin d'année et transmet un exemplaire au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement, avec le registre aux publications de mariages, tenus en un unique exemplaire. L'exemplaire communal est encore aujourd'hui conservé par la commune afin d'éviter la présence dans le même bâtiment des deux exemplaires.

5. POPULATION

Depuis 1847, les communes doivent tenir un répertoire de l'ensemble des habitants ayant leur résidence habituelle dans la commune. Ces registres de la population, actes authentiques et publics renouvelés après chaque recensement décennal, rendent compte de la composition de chaque famille, de l'identité des individus et des mouvements qui interviennent, tels qu'arrivées dans la commune, départs, naissances, mariages ou décès.

Dans le fonctionnement journalier de l'administration communale, ces registres servent à l'établissement des travaux de statistique (pour les opérations de recensement et l'établissement des mouvements annuels d'émigration et d'immigration), à la révision des listes électorales (pour les chambres, le conseil provincial, le conseil communal, les conseils de prud'hommes, les conseils de l'industrie et du travail), à l'organisation de la police (pour les recherches sur l'identité des délinquants), de la milice et de la garde civique (le service de la garde civique est dû par celui qui a une résidence réelle), à la détermination du domicile de secours des indigents et des enfants qui ont droit à l'instruction gratuite, à la participation à l'affouage, etc.

Pour l'historien, ces registres sont d'un grand intérêt pour toutes les données socioéconomiques et démographiques qu'ils renferment (avec les nom et prénoms, le lieu et la date de naissance, l'état civil, le domicile légal, la profession, la fonction ou la position, la nationalité et des renseignements relatifs à la milice, à la garde civique ou encore au casier judiciaire).

La tenue des registres de la population rentre dans les tâches de l'administration générale de la commune, donc dans les attributions du Collège communal. Aux termes de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 30 décembre 1900, c'est désormais l'officier de l'état civil qui est chargé de faire observer exactement tout ce qui concerne leur tenue. Les registres obligatoires sont le registre principal, les registres d'entrée et de sortie des habitants. Enfin, les règlements imposent la confection d'un index ou répertoire des noms des habitants. Depuis le début des années 1980, les registres de la population tendent à disparaître au profit de bases de données informatiques établies en connexion avec le registre national des personnes physiques.

6. ÉLECTIONS

C'est au niveau communal que sont constituées les listes des électeurs pouvant participer aux scrutins nationaux, provinciaux ou communaux. L'administration conserve ainsi des dossiers concernant les personnes éligibles et les candidats, les électeurs, le déroulement des différentes élections et généralement les résultats des élections communales, ainsi que l'installation des nouveaux conseils et collèges communaux. La teneur des listes électorales varie dans le temps en fonction de la législation en vigueur. Les listes d'électeurs sont

vérifiées et modifiées périodiquement en fonction des revenus déclarés des habitants et, plus tard, sur base de leur domicile légal, de leur citoyenneté belge ou européenne, et d'éventuelles restrictions temporaires de leurs droits politiques, dues à une condamnation judiciaire ou à une incapacité mentale. La révision des listes électorales donne souvent lieu à des contestations, qui sont soumises aux cours et tribunaux.

7. AFFAIRES MILITAIRES

C'est sur base des registres de l'état civil et de la population que sont établis les registres de milice et les dossiers qui les accompagnent. Jusqu'à la suspension du service militaire obligatoire en 1994, on dressait chaque année la liste des jeunes hommes en âge d'être appelés. Selon les époques, ces candidats miliciens pouvaient échapper au service militaire en fonction d'un tirage au sort favorable, d'une exemption pour cause physique ou d'une objection de conscience. Des motifs divers permettaient aussi d'obtenir un sursis et de retarder l'enrôlement. Les dossiers constitués à cet effet sont généralement conservés, mais il faut souligner qu'ils peuvent faire largement double emploi avec ceux qui existent au niveau provincial ou national.

8. TRAVAUX PUBLICS

La commune s'occupe de tout ce qui concerne l'infrastructure, les voiries ou les bâtiments publics communaux soit en tant que principal maître d'œuvre de certains projets, soit en tant qu'associée aux travaux menés par les autorités provinciales, nationales et plus tard régionales. L'établissement de la distribution d'eau potable, l'électrification des campagnes et l'installation progressive du téléphone ou de la télédistribution constituent une vaste entreprise qui modifie considérablement l'existence des populations rurales.

9. ENSEIGNEMENT

L'organisation de l'enseignement primaire constitue un secteur important de la politique communale au cours des XIX^e et XX^e siècles. Les archives communales conservent divers dossiers relatifs à l'organisation générale, au personnel enseignant, aux bâtiments scolaires et au matériel didactique. Des listes d'écoliers sont dressées annuellement ce qui permet de suivre la scolarisation de la jeunesse locale.

10. BIENFAISANCE OU ASSISTANCE PUBLIQUE

Dès le début du XIX^e siècle, un Bureau de bienfaisance est institué dans chaque commune. Il s'occupe de soulager les habitants les plus pauvres et prend en charge certains frais récurrents comme ceux liés à la scolarisation des enfants, aux soins médicaux, aux domiciles de secours, à l'internement de déficients mentaux ou encore à l'éducation d'orphelins dans des établissements spécialisés, situés en général en dehors de la commune. Certains de ces organismes bénéficient des largesses de bienfaiteurs et sont en mesure de créer sur le territoire communal une œuvre de bienfaisance spécifique, principalement un home pour personnes âgées. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des institutions de bienfaisance et en contrôlent l'essentiel des activités. Aux bureaux créés en 1800 succèdent les commissions d'assistance publiques (CAP) en 1925, puis les centres publics d'aide sociale (CPAS) en 1977, devenus centres publics d'action sociale en 2004.

11. CULTE

Sous Napoléon Bonaparte, la vie religieuse est réorganisée sur des bases nouvelles. L'Église catholique occupe une place prépondérante. Elle bénéficie en priorité des mesures prises par l'empereur visant à restituer aux paroisses tout ou une partie des biens qu'elles possédaient avant la Révolution et d'en assurer la gestion rationnelle. Des institutions publiques, les fabriques d'églises, sont instituées par un décret du 30 décembre 1809, afin de prendre en charge l'organisation matérielle du culte. Si la majorité des églises appartient à la commune, qui en assure la restauration et l'entretien, les fabriciens se chargent d'administrer les biens propres de la paroisse. Ils se chargent également de subvenir aux frais du culte tels que le luminaire ou une partie du mobilier et de l'aménagement intérieur. Les autorités communales exercent une tutelle étroite sur les budgets et les comptes des fabriques d'églises et en contrôlent l'essentiel des dépenses. Quant aux ministres du culte, ils sont payés directement par l'État, mais reçoivent parfois un supplément de traitement de la commune et entretiennent avec les autorités municipales des relations étroites, qui reflètent généralement fort bien l'évolution des rapports complexes entre l'Église et l'État aux XIX^e et XX^e siècles.

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Le tri a été effectué conformément aux directives suivantes :

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 1 : *État civil, population, milice, finances*. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 1988 (Miscellanea Archivistica Studia, 1).

MARÉCHAL G., *Conservation et destruction des archives communales. Directives et recommandations*, t. 2 et 3. Bruxelles : Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces, 2005 (Miscellanea Archivistica Manuale, 52 et 53).

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le fonds est clos et la plupart des documents sont désormais conservés aux Archives de l'État. Les principales exceptions sont les permis d'urbanisme, les registres de l'état civil et les atlas des cours d'eau non navigables ni flottables et des chemins vicinaux. Ces deux derniers documents sont du reste désormais consultables sur le Géoportail de la Wallonie, <http://geoportail.wallonie.be>. L'absence de dépôt s'explique, d'une part, par l'utilité administrative pour les services communaux et, d'autre part, par l'existence d'un double de l'état civil (exemplaire venant du greffe du tribunal de première instance) et des permis de bâtir (exemplaire venant de l'Administration de l'Urbanisme) aux Archives de l'État.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les archives de la commune étaient partiellement classées selon le système de classification décimale universelle (CDU). Ce type de catalogage ne convient cependant pas pour les archives définitives pour les raisons suivantes :

- Ce classement par sujet a un caractère artificiel. Outre le fait qu'il soit subjectif (choisir un seul élément du contenu est une opération souvent hasardeuse), ce catalogage effectué à posteriori est distinct de l'organisation initiale des archives, organisation reflétant le fonctionnement des services. Ce classement est contraire au principe de respect de la structure du fonds d'archives, de l'ordre organique résultant

du traitement administratif¹⁵. Ainsi par exemple, pour les archives relatives aux bâtiments communaux servant à l'enseignement, ces dossiers ont-ils initialement été produits et traités par le service communal des travaux ou le service communal en charge de l'enseignement ? Il n'est plus possible de le dire et nous avons dû faire des choix de manière arbitraire. L'authenticité et l'intégrité des dossiers tels qu'initialement constitués ne pourront plus être établies avec certitude.

- Les descriptions contenues dans ce type de classement ont un caractère peu détaillé qui ne répond en aucun cas aux normes archivistiques internationales en vigueur pour la réalisation d'instruments de recherche (principalement la norme ISAD(G)). Ainsi, les dates extrêmes des dossiers étaient-elles rarement indiquées.
- Les archives n'ont fait l'objet d'aucun tri préalable à leur classement.

Ainsi a-t-il été indispensable de reclasser l'ensemble des documents en utilisant le cadre de classement repris dans la publication de Guy Gadeyne¹⁶. Les principales subdivisions de ce cadre sont les suivantes :

- I. Généralités
- II. Organisation et personnel
- III. Patrimoine
- IV. Finances et fiscalité
- V. État civil
- VI. Population
- VII. Élections
- VIII. Affaires militaires et guerres
- IX. Ordre et sécurité publics
- X. Santé publique
- XI. Travaux publics, services d'utilité publique, aménagement du territoire et urbanisme
- XII. Enseignement
- XIII. Culture, sports et divertissements
- XIV. Vie économique
- XV. Affaires sociales et réglementation du travail
- XVI. Bureau de bienfaisance et Commission d'assistance publique
- XVII. Relations avec les cultes reconnus

Les rubriques ont été adaptées au fonds d'archives selon les besoins spécifiques. Sous une sous-rubrique, les différentes descriptions archivistiques ont été classées dans l'ordre chronologique.

¹⁵ En archivistique, la règle suivante est fondamentale : les dossiers (qui constituent en général une unité archivistique) sont uniquement constitués par le producteur d'archives, et non pas par l'archiviste. Dans le cas présent, il n'est généralement pas possible de déterminer si les dossiers ont été constitués par les services communaux ou *a posteriori*, lors de leur « archivage », par une personne étrangère au service.

¹⁶ GADEYNE G., *Cadre de classement pour les archives communales statiques non structurées (1795 – ca 1977)*, Bruxelles, 1997 (Archives générales du Royaume, Miscellanea Archivistica, Manuale 18).

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives (hormis les registres de la population, des étrangers et de l'état civil) de moins de 30 ans ou de plus de 30 ans mais non librement communicables en raison de restrictions légales liées par exemple à la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sont communicables moyennant une autorisation du Collège communal. Les archives de plus de 30 ans et sans restriction légale sont librement communicables. Les archives de plus de 100 ans sont réputées ne plus contenir de données à caractère personnel sur des personnes vivantes et sont donc librement communicables.

Pour les registres de la population et les registres des étrangers clos depuis moins de 120 ans, seuls des extraits, des certificats ou des listes de personnes peuvent éventuellement être délivrées moyennant une autorisation écrite du Collège communal. Les registres clos depuis plus de 120 ans sont communicables à des fins généalogiques ou historiques ou d'autres fins scientifiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter le portail www.arch.be.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des documents s'opère selon les règlements et tarifs en vigueur aux Archives de l'État. Pour le cas plus particulier des registres de la population et des registres des étrangers, des reproductions peuvent être délivrées pour les seuls registres clôturés depuis plus de 120 ans. Pour les registres de moins de 120 ans, une autorisation du Collège communal est nécessaire.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

Toutes les pièces sont en français.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Afin de compléter l'information contenue dans le présent inventaire, le chercheur pourra aussi rechercher des compléments d'information dans les documents produits par les établissements publics directement liés à la commune, à savoir la Fabrique d'église et le Bureau de bienfaisance, puis la Commission d'assistance publique. Il pourra également utiliser les archives des autorités provinciales exerçant la tutelle sur les communes, archives partiellement conservées aux Archives de l'État et par le Gouvernement provincial.

Malheureusement, les archives provinciales postérieures à 1830 ont été détruites en 1940 lors de l'incendie du dépôt des Archives de l'État à Mons tandis que les archives subsistantes et les documents produits au niveau provincial depuis 1940 ont disparu en 1990 dans l'incendie du bâtiment qui les conservait à Mons (le Delta-Hainaut). Seules les archives des périodes française et hollandaise (Administration centrale et Préfecture du département de Jemappes de 1795 à 1814, Gouvernement provincial du Hainaut de 1814 à 1830) sont toujours conservées aux Archives de l'État à Mons.

Enfin, les fonds et collections des Archives de l'État accessibles via le moteur de recherche agatha.arch.be ou via le portail cartographique www.cartesius.be permettent d'approfondir la recherche sur un grand nombre de sujets dépassant les frontières communales.

B. BIBLIOGRAPHIE

DELOOZ R., *Les villages de Fleurus*, Lonzée, 2000.

DELORY C., *Saint-Amand à travers les âges*, t. 3., s. 1., 2001.

DE SEYN E., *Dictionnaire historique et géographique des communes belges*, Turnhout, s. d.

HASQUIN H., *Communes de Belgique. Dictionnaire d'histoire et de géographie administrative*, t. 1 et 2 : Wallonie, Bruxelles, 1980.

Histoire et patrimoine des communes de Belgique, Province de Hainaut, Bruxelles, 2009.

Le patrimoine monumental de la Belgique. Wallonie, vol. 20 : Province de Hainaut. Arrondissement de Charleroi, Liège, s. d.

VRIELINCK S., *De territoriale indeling van België (1795-1963). Bestuursgeografisch en statistisch repertorium van de gemeenten en de supracommunale eenheden (administratief en gerechtelijk). Met de officiële uitslagen van de volkstellingen*, Louvain, 2000, 3 vol.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

L'entrée de ce fonds aux Archives de l'État et les opérations d'inventaire ont été réalisées dans le cadre du projet « Archives locales de Wallonie ». Ce projet se donne pour but d'aider les villes, communes et centres publics d'action sociale à mieux gérer leurs archives et de leur permettre de les déposer dans le respect des prescriptions légales.

Vincent Pirlot, Marc Focant, Virginien Horge et François Moreau se sont chargés du tri, de la rédaction de bordereaux d'élimination et de la préparation du dépôt dans les locaux communaux.

La rédaction de l'inventaire et de la description générale du fonds a été réalisée par Tanguy Ons, attaché en charge du projet. Laurent Honnoré, chef de service, Marc Focant, chef de projet, et Sébastien Dubois, directeur opérationnel, ont relu l'inventaire et apporté diverses corrections avant publication. Enfin, le conditionnement du fonds a été effectué par Laurent Mothy.

Suite au conditionnement, le n° 17 a été déplacé après le n° 12, le n° 18 a été déplacé après le n° 150 et le n° 315 est devenu vacant.

L'inventaire est conforme à la norme ISAD(G) et aux *Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives* des Archives de l'État (version d'août 2014).

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

A. CONSEIL COMMUNAL

- 1-4. Registres aux délibérations.
1907-1976. 4 volumes
1. 26 octobre 1907 – 29 décembre 1928.
 2. 16 février 1929 – 14 décembre 1958.
 3. 10 janvier 1959 – 17 mai 1968.
 4. 5 septembre 1968 – 17 décembre 1976.
- 5-12. Rapports annuels sur l'administration et la situation des affaires de la commune.
1839-1933, 1975. 1 pièce, 5 chemises et 2 cahiers
5. 1839. 1 pièce
 6. 1840-1843, 1848. 1 chemise
 7. 1850-1852. 1 chemise
 8. 1864-1865, 1867. 1 chemise
 9. 1870, 1874-1876. 1 chemise
 10. 1921, 1926, 1928. 1 chemise
 11. 1933. 1 cahier
 12. 1975. 1 cahier

B. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

- - ---. Registres aux délibérations.
1851-1976. 5 volumes
17. 6 août 1851 – 29 décembre 1884.
 13. 4 février 1885 – 6 décembre 1922.
 14. 19 décembre 1922 – 22 janvier 1946.
 15. 21 février 1946 – 12 août 1968.
 16. 5 septembre 1968 – 17 décembre 1976.

C. REGISTRES ET/OU RÉPERTOIRES CONCERNANT LES ENQUÊTES PUBLIQUES (« DE COMMODO ET INCOMMODO »)

Consulter également le n° 725.

19. Registre des avis et procès-verbaux pour enquêtes de commodo et incommodo.
28 janvier 1950 – 14 avril 1956. 1 volume

D. RÉPERTOIRE DES ACTES

- 20-21. Répertoires des actes.
1909-1940. 2 cahiers
Consulter également le n° 26.
20. 30 septembre 1909 – 4 janvier 1926.
21. 18 janvier 1926 – 16 avril 1940.

E. CORRESPONDANCE GÉNÉRALE

- 22-25. Copies-lettres de la correspondance sortante.
1839-1890. 4 volumes
22. 17 mars 1839 – 1^{er} mars 1845.
23. 8 mars 1845 – 24 février 1849.
24. 13 mars 1849 – 5 décembre 1866.
25. 27 décembre 1866 – 19 mars 1890.

F. RESPONSABILITÉ, CONTENTIEUX ET ACTIONS EN JUSTICE

26. Dossier relatif au contentieux avec la Fabrique d'église concernant le droit de propriété du n° 15, place Emmanuel Dumont de Chassart, à la suite de ses mises en location par la commune.
1817-1826, 1901-1907, 1928, 1957-1958. 1 chemise
Présence d'un répertoire aux actes de la commune pour 1817-1826.
27. Dossier relatif à l'action en justice de Nicolas d'Août, administré, contre la commune et Alphonse Houtain, bourgmestre, à la suite d'une donation testamentaire de diverses parcelles de Louis Wautier en faveur de la commune.
1905-1921. 1 chemise
Présence de l'arbre généalogique des familles Rousseau et Wautier.

II. ORGANISATION ET PERSONNEL

A. LA COMMUNE EN TANT QU'ENTITÉ ADMINISTRATIVE

1. TERRITOIRE

28. Accord relatif aux délimitations avec Wagnelée.
9 germinal an VII (29 mars 1799). 1 pièce
29. Lettres des bourgmestres de Ligny et de Saint-Amand relatives à la parcelle section A, n° 71^g à Ligny comme étant la section D, n° 249^b à Saint-Amand.
1934. 2 pièces
30. Relevé de la numérotation des immeubles.
1970. 1 cahier
- 31-32. Dossiers relatifs aux remembrements.
1972-1973. 3 pièces
31. Heppignies – Saint-Amand.
1972. 1 pièce
Procès-verbal de délimitation communale.

32. Mellet – Saint-Amand.
1973. 2 pièces
Procès-verbal de délimitation communale et lettre du contrôleur adjoint au bourgmestre.

2. COOPÉRATION INTERCOMMUNALE

- 33-36. Dossiers relatifs aux intercommunales.
1920, 1922, 1938-1945, 1951-1959, 1971-1974. 4 chemises
33. Société mutuelle des administrations publiques pour l'assurance contre l'incendie, la foudre et les explosions.
1920, 1922.
34. Intercommunale des eaux de la vallée de la Thyle (IEVT).
1938-1945, 1971-1974.
35. Intercommunale d'électricité de Sambre-et-Meuse (INTELSAM).
1951-1959.
36. Intercommunale pour l'étude et la gestion des services publics à caractère industriel et commercial (IEGSP).
1971-1973.

B. ORGANISATION ET MEMBRES DES ORGANES POLITIQUES

1. CONSEIL COMMUNAL

37. Prestations de serment.
1831-1832. 1 chemise
38. Règlement d'ordre et de service intérieur du Conseil communal.
1850. 1 cahier
39. Lettres de démission.
1889-1890, 1905. 1 chemise
40. Tableaux de composition du Conseil communal et du Collège échevinal.
1941, 1944. 2 pièces
41. Dossier relatif à la révocation d'Alphonse Dewil, rexiste.
1945, 1948. 1 chemise

2. COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

Consulter également le n° 40.

- 42-48. Dossiers individuels des bourgmestres.
1858-1971. 6 pièces et 3 chemises
Consiste en des arrêtés de nomination pour les n° 42 et 43.
42. François Wautier.
1858. 1 pièce
43. Joseph Hallaux.
1912. 1 pièce
44. Arthur Delvaux.
1940-1942. 1 chemise

45. Emmanuel Dumont de Chassart.
1944-1946. 1 chemise
Assassiné en fonction par des rexistes.
46. Alfred Dumont de Chassart.
1945. 2 pièces
Arrêté de nomination et lettre du commissaire d'arrondissement au Collège
échevinal.
47. Émile Delvaux.
1958-1959. 2 pièces
État de présentation du candidat et lettre du gouverneur à l'administration
communale.
48. Henri Seutin.
1965-1971. 1 chemise

C. ORGANISATION DES ARCHIVES

49. Inventaire des archives, collections, documents, plans et mobilier de la commune.
1922. 1 cahier

D. PERSONNEL DES SERVICES

1. STATUT DU PERSONNEL, TRAITEMENTS ET AUTRES RÈGLEMENTS

50. Arrêtés du Conseil communal et du Conseil provincial relatifs au traitement du
secrétaire.
1855, 1872. 2 pièces
51. Dossier relatif aux traitements du personnel enseignant.
1906-1959. 1 chemise
52. États des traitements.
1939-1947. 1 chemise

2. EFFECTIFS, REGISTRES DU PERSONNEL ET AUTRES ÉTATS GÉNÉRAUX

- 53-58. Dossiers relatifs aux recrutements.
1838, 1878, 1890, 1911-1912, 1927-1929, 1955, 1965. 1 pièce et 5 chemises
53. Secrétaire.
30 novembre 1838. 1 pièce
Lettre d'un candidat au bourgmestre.
- 54-55. Gardes champêtre.
1878, 1890, 1965. 2 chemises
54. 1878, 1890.
55. 1965.
56. Facteur.
1911-1912. 1 chemise
57. Bibliothécaire.
1927-1929. 1 chemise
58. Surveillant de travaux.
1955. 1 chemise
59. Registre des intérimaires remplaçant les instituteurs malades.
20 juin 1920 – 1^{er} septembre 1960. 1 cahier

60.	Situation du personnel. 1946. Concerne également la Commission d'assistance publique (CAP).	1 pièce
61.	Dossier relatif aux statistiques du personnel. 1961, 1966.	1 chemise
3. DOSSIERS DU PERSONNEL ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE		
62-92.	Dossiers individuels. 1864-1975.	3 pièces et 29 chemises
62-66.	Secrétaires. 1864-1904, 1939-1941, 1965-1975.	5 chemises
62.	Adolphe Brennet. 1864-1904.	
63.	Louis Leloup. 1939-1941.	
64.	Joseph Viseur. 1965-1975.	
65.	Martine Lefevre. 1971-1972.	
66.	Nelly Rainchon. 1971-1975.	
67-69.	Receveurs. 1870-1878, 1898-1941.	2 pièces et 2 chemises
67.	Nicolas Busin. 1870-1878. Extraits du registre aux délibérations du Conseil communal.	2 pièces
68.	Léon Patriarche. 1898-1922.	1 chemise
69.	Léonce Rubay. 1922-1941.	1 chemise
70-76.	Gardes champêtre. 1878-1975.	1 pièce et 6 chemises
70.	Charles Miel. 1878. Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal.	1 pièce
71.	Célestin Demine. 1912-1928.	1 chemise
72.	Omer Carette. 1931-1952.	1 chemise
73.	Denis Walther. 1956-1965.	1 chemise
74.	Octave Geeraerts. 1964-1965.	1 chemise
75.	Marcel Lallemand. 1966-1970.	1 chemise
76.	Alex Depasse. 1975.	1 chemise

77-81.	Indexiers-percepteurs du service des eaux. 1951-1971.	5 chemises
77.	Achille Willame. 1951-1965.	
78.	André Dangotte. 1960-1968.	
79.	Franz Godart. 1968.	
80.	Gilbert Verstraeten. 1968-1969.	
81.	Pol Beaurin. 1969-1971.	
82-87.	Femmes de charge. 1952-1975.	6 chemises
82.	Pauline Spilette. 1952-1953.	
83.	Denise Companie. 1952-1958.	
84.	Julia Bouffioux. 1954-1969.	
85.	Julia Goffin. 1955-1957.	
86.	Madeleine Étienne. 1959-1962.	
87.	Alice Facq. 1964-1975.	
88.	François Vassart, commissionnaire. 1956-1959.	1 chemise
89.	Fernande Peeters, employée. 1965-1967.	1 chemise
90-91.	Agents de police. 1968-1972, 1974-1975.	2 chemises
90.	Pierre Dosogne. 1968-1972.	
91.	Christian Foncoux. 1974-1975.	
92.	Godelieve Dandumont, assistante sociale. 1970-1973.	1 chemise
93.	Dossier relatif au recours d'Odon Brennet, secrétaire, devant le Conseil d'État, à la suite de sa révocation. 1970-1973.	1 chemise

4. DOSSIERS DU PERSONNEL OUVRIER

Consulter également le n° 910.

- | | | |
|--------|--|------------|
| 94-99. | Dossiers individuels.
1937-1974. | 6 chemises |
| 94-97. | Cantonniers-fossoyeurs.
1937-1974. | 4 chemises |
| 94. | Lucien Spilette.
1937-1949. | |
| 95. | Pierre Spilette.
1940-1946. | |
| 96. | Charles Beghin.
1955-1974. | |
| 97. | Oscar Putteman.
1962-1966. | |
| 98-99. | Surveillants des travaux.
1957, 1967. | 2 chemises |
| 98. | Henri Somville.
1957. | |
| 99. | Omer Mercier.
1967. | |

5. DOSSIERS DU PERSONNEL ENSEIGNANT

- | | | |
|----------|--|-------------|
| 100-110. | Dossiers individuels.
1842-1950.
Classement par noms de famille. | 11 chemises |
| 100. | A. | |
| 101. | B. | |
| 102. | C. | |
| 103. | D. | |
| 104. | F. | |
| 105. | G. | |
| 106. | L. | |
| 107. | M. | |
| 108. | P. | |
| 109. | T. | |
| 110. | V. | |

6. AUTRES DISPOSITIONS ET SERVICES SOCIAUX POUR LE PERSONNEL COMMUNAL

Consulter également les n° 141 et 910.

- | | | |
|------|---|-----------|
| 111. | Avis sur une demande de distinction honorifique et lettre du ministre de l'Intérieur au bourgmestre.
1862, 1870. | 2 pièces |
| 112. | Dossier relatif à la Caisse des veuves et orphelins.
1911-1947. | 1 chemise |

113. Dossier relatif aux indemnités de vie chère.
1924-1927. 1 chemise

III. PATRIMOINE

- 114-118. Dossiers relatifs aux ventes d'excédents de voirie.
1845-1846, 1849, 1869, 1872, 1893-1894, 1896-1899. 5 chemises
114. Chemins de Mamun et Brye – Saint-Amand et ruelle du Laye.
1845-1846.
115. Lieudit « Baty de l'Arbre ». 1849.
116. Chemins n° 1, 7, 9 et 12.
1869, 1872.
117. Sentiers n° 53, 56, 57, 62 et 72.
1893-1894.
118. Lieudit « Saint-Jacque ». 1896-1899.
- 119-127. Dossiers relatifs aux acquisitions d'emprises.
1846-1959. 6 chemises, 2 liasses et 1 cahier
Présence de plans aux n° 119, 120, 122 et 126.
119. Place publique.
1846-1856. 1 chemise
120. Chemins n° 7, 8, 17 et 19.
1892-1894. 1 chemise
121. Chemins n° 1, 8, 9 et 26.
1895-1910. 1 chemise
122. Chemin n° 7.
1901. 1 chemise
123. Cimetière.
1906-1907. 1 chemise
124. Écoles.
1932-1938. 1 cahier
125. Chemin n° 14.
1949. 1 chemise
126. Chemin n° 11 et chemins de grande communication n° 282 et 283.
1954-1957. 1 liasse
127. Chemin n° 8 et chemin de grande communication n° 285.
1956-1959. 1 liasse
- 128-129. Dossiers relatifs aux locations.
1850-1973. 2 chemises
128. Biens communaux.
1850-1973.
Consulter également le n° 26.
129. Droit de chasse.
1925-1926.

130. Dossier relatif à l'acquisition des sections B, n° 123^b, 123^c, 124^a et 124^b et de la section C, n° 4^a, de Cléophas Wauthy et Jean Godefroid.
1888. 1 cahier
Consulter également le n° 27.
131. Livre sommier des biens et droits immobiliers, rentes et valeurs de portefeuilles productives d'intérêt.
1934-1977. 1 volume

IV. FINANCES ET FISCALITÉ

A. COMPTABILITÉ DU SECRÉTARIAT

1. BUDGETS ET ANNEXES

- 132-137. Budgets annuels.
1911, 1914, 1936-1940, 1943-1959, 1962-1976. 2 chemises et 4 liasses
132. 1911, 1914. 1 chemise
133. 1936-1939. 1 chemise
134. 1940, 1943-1949. 1 liasse
135. 1950-1959. 1 liasse
136. 1962-1969. 1 liasse
137. 1970-1976. 1 liasse

2. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

138. Grand-livre des recettes et dépenses.
1976. 1 chemise

3. EMPRUNTS

- 139-143. Dossiers relatifs aux emprunts.
1891-1892, 1930-1937, 1939. 5 chemises
139. Travaux de voirie.
1891-1892.
140. Travaux et matériel didactique scolaire.
1930-1935.
141. Pensions de vieillesse.
1932-1933.
142. Désaffectation de l'ancien cimetière.
1935-1937.
143. Travaux de distribution d'eau.
1939.

144. Dossier relatif aux ouvertures de crédit.
1913-1942. 1 chemise

4. SUBVENTIONS DES AUTORITÉS SUPÉRIEURES

145. Dossier relatif à la répartition du fonds des communes.
1921-1973. 1 chemise

B. COMPTABILITÉ DU RECEVEUR

1. REGISTRES DE COMPTABILITÉ

146. État des revenus de la commune pour l'exercice de l'an XI (1802-1803).
1803. 1 pièce
- 147-150. Grands-livres des recettes et dépenses.
1943-1955, 1964-1975. 4 liasses
147. 1943-1949.
148. 1950-1955.
149. 1964-1969.
150. 1970-1975.
18. Registre des ordonnancements des mandats.
18 janvier 1973 – 28 juin 1974. 1 cahier

2. COMPTES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

- 151-158. Comptes annuels.
1901, 1911-1914, 1923-1957, 1959-1976. 8 chemises
151. 1901.
152. 1911-1914.
153. 1923-1929.
154. 1930-1939.
155. 1940-1949.
156. 1950-1957, 1959.
157. 1960-1969.
158. 1970-1976.
- 159-193. Pièces justificatives aux comptes.
1943, 1949-1960, 1964-1976. 19 chemises, 10 liasses et 6 volumes
Les pièces justificatives subsistantes antérieures à 1950 ont été intégralement conservées. Pour les années plus récentes, un tri a été opéré. Les années 1950, 1956, 1962, 1968, 1974, 1976 ont été entièrement conservées tandis qu'une sélection a été réalisée sur une base qualitative pour les autres années.
159. 1943. 1 liasse
160. 1949. 1 liasse
161. 1950. 1 liasse
162. 1951. 1 chemise
163. 1952. 1 chemise
164. 1953. 1 chemise
165. 1954. 1 chemise
166. 1955. 1 chemise
167. 1956. 1 liasse
168. 1957. 1 chemise
169. 1958. 1 chemise
170. 1959. 1 chemise
171. 1960. 1 chemise
172. 1964. 1 chemise
173. 1965. 1 chemise
174. 1966. 1 chemise

175.	1967.	1 chemise
176-178.	1968.	3 volumes
176.	Recettes.	
177.	Dépenses, articles 2 – 57.	
178.	Dépenses, articles 59 – 174.	
179.	1969.	1 chemise
180.	1970.	1 chemise
181.	1971.	1 chemise
182.	1972.	1 chemise
183.	1973.	1 chemise
184-186.	1974.	3 volumes
184.	Recettes.	
185.	Dépenses, articles 010-911 – 131-115.	
186.	Dépenses, articles 340-111 – 970-730.	
187.	1975.	1 chemise
188-193.	1976.	6 liasses
188.	1 ^{re} partie.	
189.	2 ^e partie.	
190.	3 ^e partie.	
191.	4 ^e partie.	
192.	5 ^e partie.	
193.	6 ^e partie.	
3. ENTRÉE EN FONCTION DU RECEVEUR		
194.	Compte de fin de gestion rendu par la famille de Léonce Rubay. 1940.	1 cahier
C. IMPOSITIONS ET TAXES		
195.	Lettre d'un greffier au maire relative à la conception de la matrice de rôle de la contribution foncière de l'exercice de l'an II (1793-1794). 5 juin 1794 (17 prairial an II).	1 pièce
196.	Procès-verbal de la commune relatif à la perception des contributions foncière, personnelle et mobilière. 31 août 1801 (13 fructidor an IX).	1 pièce
197-220.	Dossiers relatifs aux taxes. 1832-1976.	25 chemises
197.	Chiens. 1832, 1924-1976. Concerne également les vélos et les débits de boissons et tabacs pour 1969.	
198-199.	Voiries. 1841-1867, 1927-1970.	2 chemises
198.	1841-1867.	
199.	1927-1970.	

- 200-201. Débits de tabac.
1885-1886, 1924-1933, 1952-1965. 2 chemises
Concerne également les débits de boissons pour 1885-1886, 1924 et 1928.
200. 1885-1886.
201. 1924-1933, 1952-1965.
Consulter également les n° 197 et 216.
- 202-203. Expertises des viandes.
1891-1965. 2 chemises
202. 1891-1899.
203. 1909-1965.
204. Inhumations.
1910-1918, 1943-1951.
Présence d'une liste des personnes décédées dans d'autres communes entre le
28 décembre 1910 et le 20 octobre 1918.
205. Usages du caveau d'attente.
1911, 1951-1952.
206. Exhumations.
1913, 1951.
Présence d'une liste des exhumations en 1913.
207. Transports funèbres.
1914-1915, 1923.
Présence d'une liste des inhumations entre le 8 juin 1914 et le 18 janvier 1915.
208. Orchestrions.
1922-1925.
209. Colportages.
1922-1926.
210. Établissements dangereux, insalubres et incommodes.
1923-1957.
Présence d'états des établissements ouverts ou exploités.
211. Véhicules automobiles.
1924-1971.
212. Débits de boisson.
1929-1967.
Consulter également les n° 197, 201 et 216.
213. Précomptes immobilier.
1947-1976.
214. Curages des cours d'eau non navigables ni flottables.
1952-1953.
215. Force motrice, personnel occupé et personnes physiques.
1953-1976.
216. Distributeurs de carburant.
1956-1970.
Concerne également les vélos et les débits de boissons et tabacs pour 1970.
217. Vélos et cycles à moteur.
1957-1962.
Consulter également le n° 197.
218. Délivrance des cartes d'identité.
1960-1976.

219.	Enlèvements des immondices. 1965-1976.	
220.	Distribution d'eau. 1965-1977.	
221.	État des demandes du Conseil communal pour la perception de centimes additionnels extraordinaires. 1856.	1 pièce
222-226.	Rôles de taxe. 1905, 1947, 1966-1973.	5 chemises
222.	Curages des cours d'eau non navigables ni flottables. 1905, 1947.	
223-224.	1966-1969.	2 chemises
223.	Enlèvements des immondices.	
224.	Entretien et amélioration de la voirie vicinale.	
225.	Débits de boisson et de tabac. 1967-1968.	
226.	Force motrice et personnel occupé. 1967-1973.	
227.	Listes des cultivateurs cultivant plus d'un hectare. 1926.	1 chemise
228.	Liste des commerçants. 1927.	1 pièce
229.	Statistiques générales de la construction et de la transformation des immeubles. 1930-1948.	1 chemise
230-232.	Journaux de perception des taxes. 1945-1946, 1949-1955.	3 volumes
230.	10 octobre 1945 – 24 avril 1946.	
231.	8 juin 1949 – 23 août 1951.	
232.	23 août 1951 – 26 octobre 1955.	
233-236.	Journaux auxiliaires des impositions et taxes. 1964-1977.	1 cahier et 3 volumes
233.	26 février 1964 – 22 avril 1967.	1 volume
234.	24 avril 1967 – 29 janvier 1969.	1 volume
235.	29 janvier 1969 – 26 décembre 1973.	1 volume
236.	27 décembre 1973 – 10 août 1977.	1 cahier
237.	Statistiques des bâtiments construits, transformés, détruits ou démolis. 1965-1976.	1 pièce
238.	Dossier relatif au renouvellement de la commission fiscale. 1972.	1 chemise
D. DÉPÔT DE L'ADMINISTRATION DU CADASTRE		
239.	Registre des patentes. 21 octobre 1833 – 22 mars 1838.	1 pièce

240. Tableau indicatif primitif des propriétaires et des propriétés foncières.
[ca 1834]. 1 volume
- 241-243. Matrice cadastrale.
1864-1920. 3 volumes
241. Volume 4, articles 609-873.
1864-1920.
242. Volume 5, articles 874-1102.
1887-1920.
243. Volume 6, articles 1103-1200.
1911-1920.
244. Index de la matrice cadastrale.
[2^{de} moitié XIX^e siècle]. 1 volume
245. États des parcelles à expertiser.
1867-1877. 1 chemise
Présence de plans.
- 246-247. États indiquant les changements survenus dans les propriétés foncières.
1878-1898, 1972, 1974. 1 chemise et 1 cahier
246. 1878-1898. 1 cahier
247. 1972, 1974. 1 chemise
248. Extraits de la matrice cadastrale.
1944. 1 chemise
249. Tableaux des parcelles expertisées.
[ca 1959]. 1 chemise
- 250-253. Tableaux indicatifs des revenus cadastraux.
1962-1977. 4 volumes
250. 1^{er} volume.
251. 2^e volume.
252. 3^e volume.
253. 4^e volume.

V. ÉTAT CIVIL

A. REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL ET TABLES

- 254-257. Extraits d'actes d'état civil.
1914-1950. 4 liasses
254. 1914-1920.
255. 1921-1925
256. 1926-1929.
257. 1930-1950.
258. Registre de comptabilité des timbres, des frais de timbres et des droits
d'expédition des extraits d'actes d'état civil.
17 octobre 1935 – 19 décembre 1973. 1 volume
259. Dossier relatif aux émargements.
1956-1976. 1 chemise

260. Dossier relatif aux statistiques de l'état civil.
1968-1974. 1 chemise

B. CIMETIÈRES ET FUNÉRAILLES

Consulter également les n° 204, 206, 207, 316, 592 et 634.

261. Lettre de A. Disery au bourgmestre relative à la demande de placement d'une pierre tombale en mémoire de l'abbé Denis Simonez, chapelain au château de l'Escaille.
30 mars 1894. 1 pièce
262. Dossier relatif aux demandes de concessions.
1909-1951. 1 chemise
- 263-264. Registres des locations de caveau d'attente.
1912-1918, 1942-1956. 2 cahiers
263. 10 octobre 1912 – 5 septembre 1918.
264. 23 juin 1942 – 29 juillet 1956.
265. Permis d'inhumation.
1936-1976. 1 liasse
- 266-267. Déclarations de décès.
1965-1976. 2 chemises
266. Émis dans la commune.
267. Émis hors de la commune.

VI. POPULATION

A. REGISTRES ET MOUVEMENTS DE LA POPULATION

- 268-294. Registres de la population.
1846-1980. 27 volumes
- 268-269. 1846-1867. 2 volumes
268. Volume 1.
269. Volume 2.
270. 1868-1890.
271. 1891-1900.
272. 1901-1910.
- 273-275. 1911-1920. 3 volumes
273. Volume 1.
274. Volume 2.
275. Volume 3.
- 276-278. 1921-1930. 3 volumes
276. Volume 1.
277. Volume 2.
278. Volume 3.
- 279-283. 1931-1947. 5 volumes
279. Volume 1.

280.	Volume 2.	
281.	Volume 3.	
282.	Volume 4.	
283.	Volume 5.	
284-288.	1947-1961.	5 volumes
284.	Volume 1.	
285.	Volume 2.	
286.	Volume 3.	
287.	Volume 4.	
288.	Volume 5.	
289-291.	1961-1970.	3 volumes
289.	Volume 1.	
290.	Volume 2.	
291.	Volume 3.	
292-294.	1971-1980.	3 volumes
292.	Volume 1.	
293.	Volume 2.	
294.	Volume 3.	
306-307.	Index des registres de la population. 1846-1980.	3 fichiers et 11 volumes
295.	1846-1867.	1 volume
296.	1868-1890.	1 volume
297.	1881-1890.	1 volume
298.	1891-1900.	1 volume
299.	1901-1910.	1 volume
300.	1910-1920.	1 volume
301.	1921-1930.	1 volume
302.	1931-1947.	1 volume
303.	1948-1961.	1 volume
304.	1961-1970.	1 volume
305.	1971-1980.	1 volume
306-308.	[1960-2000].	3 fichiers
306.	A – L.	
307.	L – R.	
308.	S – Z.	
309-311.	Registres des entrées. 1894-1901, 1921-1948. Consulter également les n° 551 et 552.	1 cahier et 2 volumes
309.	6 août 1894 – 24 décembre 1901.	1 cahier
310.	4 février 1921 – 1 ^{er} octobre 1931.	1 volume
311.	8 janvier 1931 – 23 mars 1948.	1 volume
312-313.	Registres des sorties. 1894-1901, 1931-1948. Consulter également le n° 553.	1 cahier et 1 volume
312.	23 juillet 1894 – 28 décembre 1901.	1 cahier

313. 22 janvier 1931 – 22 mars 1948. 1 volume
314. Rapports préalables aux radiations d'office des registres de la population.
1913. 1 chemise
315. Dossier relatif aux statistiques du mouvement des registres de la population et de
l'état civil.
1952-1975. 1 liasse
Vacant.
316. Registre des naissances et des décès survenus dans une autre commune.
1^{er} janvier 1955 – 31 décembre 1964. 1 cahier
- 317-318. Certificats de changement de résidence.
1970-1976. 2 liasses
317. 1970-1972.
318. 1973-1976.
- 319-323. Fiches des entrées.
[1970-2000]. 5 fichiers
319. Chaussée de Beurre – Rue Daulée.
320. Rue Deux Wez – Rue J. Laurent.
321. Rue Ligny – Rue Moulin.
322. Rue Neuve – Rue Staquet.
323. Rue Staquet (n° 20-53) – Rue Zicot.
- 324-327. Fiches des sorties.
[1970-2000]. 4 fichiers
324. A – D.
325. D – L.
326. L. – S.
327. S. – Z.

B. RECENSEMENTS ET AUTRES ÉTATS DE LA POPULATION

- 328-337. Dossiers relatifs aux recensements généraux de la population.
1830-1838, 1846, 1866, 1910, 1921-1975. 10 chemises
328. 1830-1838.
329. 1846.
330. 1866.
331. 1910.
332. 1921-1929.
333. 1930-1939.
334. 1940-1949.
335. 1950-1959.
336. 1960-1969.
337. 1970-1975.

C. ÉTRANGERS

- 338-340. Registres des étrangers.
1922-1941, 1948-1966. 3 cahiers
338. 1922-1941.

339. 1948-1955.
340. 1956-1966.
341. Registre des cartes d'identité pour étrangers.
6 novembre 1948 – 12 mars 1968. 1 cahier
342. Dossier relatif aux naturalisations.
1959-1976. 1 chemise

VII. ÉLECTIONS

A. LISTES ÉLECTORALES ET LISTES DÉRIVÉES

- 343-344. Listes des électeurs généraux.
1835, 1919-1920. 1 pièce et 1 cahier
343. 1835. 1 pièce
344. 1919-1920. 1 cahier
- 345-360. Listes des électeurs généraux, provinciaux et communaux.
1892, 1900-1905, 1908-1914, 1956-1962, 1968-1978. 16 cahiers
345. 1892.
346. 1900-1901.
347. 1902-1903.
348. 1904-1905.
349. 1908-1909.
350. 1910-1911.
351. 1912-1913.
352. 1913-1914.
353. 1956-1958.
354. 1958-1960.
355. 1960-1962.
356. 1968-1970.
357. 1970-1972.
358. 1972-1974.
359. 1974-1976.
360. 1976-1978.
- 361-366. Listes des jurés d'assises.
1913-1920, 1932, 1952, 1960, 1964, 1969. 5 pièces et 1 chemise
361. 1913-1920. 1 pièce
362. 1932. 1 pièce
363. 1952. 1 chemise
364. 1960. 1 pièce
365. 1964. 1 pièce
366. 1969. 1 pièce
- 367-376. Listes des électeurs généraux et communaux.
1932-1934, 1936-1939, 1946-1956. 1 chemise et 9 cahiers
367. 1932-1933. 1 cahier
368. 1933-1934. 1 cahier
369. 1936-1937. 1 cahier

370.	1937-1938.	1 cahier
371.	1938-1939.	1 cahier
372.	1946-1948.	1 chemise
373.	1948-1950. Uniquement masculins.	1 cahier
374.	1949-1952.	1 cahier
375.	1952-1954.	1 cahier
376.	1954-1956.	1 cahier

B. RÉVISION DES LISTES ÉLECTORALES

377-379.	Dossiers relatifs aux formations des listes des jurés d'assises. 1933, 1948, 1952.	3 chemises
377.	1933.	
378.	1948.	
379.	1952.	
380-382.	Dossiers relatifs aux révisions des listes électorales. 1937-1938, 1968-1970, 1974-1976.	3 chemises
380.	1937-1938.	
381.	1968-1970.	
382.	1974-1976.	

C. DOSSIERS DES ÉLECTIONS

383-397.	Dossiers relatifs aux élections communales. 1836-1970.	15 chemises
383.	14 juillet 1836.	
384.	15 mai 1858.	
385.	17 novembre 1895.	
386.	15 octobre 1899.	
387.	18 octobre 1903.	
388.	20 octobre 1907.	
389.	15 octobre 1911.	
390.	24 avril 1921.	
391.	10 octobre 1926.	
392.	9 octobre 1932.	
393.	16 octobre 1938.	
394.	12 octobre 1952.	
395.	12 octobre 1958.	
396.	11 octobre 1964.	
397.	11 octobre 1970.	

VIII. AFFAIRES MILITAIRES ET GUERRES

A. SERVICE MILITAIRE

1. CONSCRIPTION ET VOLONTAIRES (1798-1813)

- 398-399. Dossiers relatifs aux levées de conscription.
1801-1802, 1807. 2 pièces
398. 1801-1802 (An X).
État des conscrits.
399. 1807.
Ordre de départ.
400. Dossier relatif aux frais de conscription.
1811. 1 chemise
Présence de listes de contribuables volontaires.
401. Dossier relatif à la remise de la médaille de Sainte-Hélène aux anciens militaires
de l'Empire français.
1858. 1 chemise

2. MILICE ET VOLONTAIRES (1817-1976)

a. 1817-1923

- 402-488. Dossiers relatifs aux levées de milice.
1830-1923. 14 pièces et 76 chemises
Consiste en des états nominatifs des miliciens pour 1832, 1833, 1835, 1865, 1874, 1881, 1882 et
1888.
402. 1830. 1 pièce
Certificat d'enfant unique.
403. 1831. 1 pièce
Attestation de présence au corps.
404. 1832. 1 pièce
405. 1833. 1 pièce
406. 1834. 1 chemise
407. 1835. 1 pièce
408. 1836. 1 chemise
409. 1837. 1 chemise
410. 1838. 1 chemise
411. 1839. 1 chemise
412. 1840. 1 chemise
413. 1841. 1 chemise
414. 1842. 1 chemise
415. 1843. 1 chemise
416. 1844. 1 chemise
417. 1845. 1 chemise
418. 1846. 1 chemise
419. 1847. 1 chemise
420. 1848. 1 chemise
421. 1849. 1 chemise
422. 1850. 1 chemise

423.	1851.	1 chemise
424.	1852.	1 chemise
425.	1853.	1 chemise
426.	1854.	1 chemise
427.	1855.	1 chemise
428.	1857.	1 chemise
429.	1858.	1 chemise
430.	1859.	1 chemise
431.	1860.	1 chemise
432.	1861.	1 chemise
433.	1862.	1 chemise
434.	1863.	1 chemise
435.	1864.	1 chemise
436.	1865.	1 pièce
437.	1866.	1 chemise
438.	1867.	1 chemise
439.	1868.	1 chemise
440.	1869.	1 chemise
441.	1870.	1 chemise
442.	1871.	1 chemise
443.	1872.	1 chemise
444.	1873.	1 chemise
445.	1874.	2 pièces
446.	1875.	1 pièce
447.	1876.	1 chemise
448.	1879.	1 chemise
449.	1880.	1 chemise
450.	1881.	1 pièce
451.	1882.	2 pièces
452.	1883.	1 chemise
453.	1884.	1 chemise
454.	1885.	1 chemise
455.	1886.	1 chemise
456.	1887.	1 chemise
457.	1888.	2 pièces
458.	1890.	1 chemise
459.	1891.	1 chemise
460.	1892.	1 chemise
461.	1894.	1 chemise
462.	1895.	1 chemise
463.	1896.	1 chemise
464.	1897.	1 chemise
465.	1898.	1 chemise
466.	1899.	1 chemise
467.	1900.	1 chemise
468.	1901.	1 chemise
469.	1902.	1 chemise
470.	1903.	1 chemise

471.	1904.	1 chemise
472.	1905.	1 chemise
473.	1906.	1 chemise
474.	1907.	1 chemise
475.	1908.	1 chemise
476.	1909.	1 chemise
477.	1910.	1 chemise
478.	1911.	1 chemise
479.	1912.	1 chemise
480.	1913.	1 chemise
481.	1914.	1 chemise
482.	1915.	1 chemise
483.	1918.	1 chemise
484.	1919.	1 chemise
485.	1920.	1 chemise
486.	1921.	1 chemise
487.	1922.	1 chemise
488.	1923.	1 chemise
489.	Registre des miliciens arrivés dans la commune, par congé limité de leurs corps. 1843-1853.	1 cahier
490-493.	Registres aux actes de publication des décisions de milice qui ont été prises, tant par les Conseils de milice, que par la Commission provinciale, la Députation permanente et le Conseil de révision. 1850-1851, 1855-1876, 1879-1910.	4 cahiers
490.	7 avril 1850 – 27 avril 1851.	
491.	18 mars 1855 – 10 avril 1876.	
492.	22 novembre 1879 – 25 avril 1897.	
493.	25 avril 1897 – 19 septembre 1910.	
494.	Dossier relatif aux pensions militaires. 1872-1875, 1914, 1920-1922.	1 chemise
495.	Registre aux actes de publication des appels interjetés tendant à obtenir une exemption ou à faire prononcer l'exclusion. 17 avril 1882 – 18 avril 1910.	1 cahier
496.	Registre des militaires en congé limité et illimité. 1893-1919.	1 cahier
497.	Registre des accusés de réception des revues annuelles des militaires en congé illimité. 1904-1931.	1 cahier
498.	Registre d'inscription des miliciens. 1923-1953.	1 cahier

b. 1924-1976

Consulter également les n° 497 et 498.

499-550. Dossiers relatifs aux levées de milice.
1924-1975.

52 chemises

499. 1924.
500. 1925.
501. 1926.
502. 1927.
503. 1928.
504. 1929.
505. 1930.
506. 1931.
507. 1932.
508. 1933.
509. 1934.
510. 1935.
511. 1936.
512. 1937.
513. 1938.
514. 1939.
515. 1940.
516. 1941.
517. 1942.
518. 1943.
519. 1944.
520. 1945.
521. 1946.
522. 1947.
523. 1948.
524. 1949.
525. 1950.
526. 1951.
527. 1952.
528. 1953.
529. 1954.
530. 1955.
531. 1956.
532. 1957.
533. 1958.
534. 1959.
535. 1960.
536. 1961.
537. 1962.
538. 1963.
539. 1964.
540. 1965.
541. 1966.

542.	1967.	
543.	1968.	
544.	1969.	
545.	1970.	
546.	1971.	
547.	1972.	
548.	1973.	
549.	1974.	
550.	1975.	
551-553.	Registres des mutations de militaires en congé illimité. 1925-1965.	3 cahiers
551-552.	Entrées. 1925-1962.	2 cahiers
551.	8 février 1925 – 23 janvier 1931.	
552.	23 janvier 1931 – 23 novembre 1962.	
553.	Sorties et mutations internes. 17 février 1931 – 12 août 1965.	
554.	Registre des militaires rappelés. 1926-1955.	1 cahier
555-557.	Dossiers relatifs aux allocations et indemnités de milice. 1928-1957.	1 chemise et 2 liasses
555-556.	1928-1950.	2 liasses
555.	1 ^{re} liasse.	
556.	2 ^e liasse.	
557.	1951-1957.	1 chemise
558-562.	Livres des recettes et dépenses relatives aux indemnités de milice. 1938-1941, 1944-1949.	5 cahiers
558.	1938.	
559.	1939.	
560.	1939-1941.	
561.	1944.	
562.	1945-1949. Uniquement des dépenses.	
563.	Dossier relatif aux militaires en congé illimité. 1947-1957.	1 chemise
564.	Registre des entrées et sorties des coupons modèle A (chemin de fer) et modèle 4 (vicinaux) destinés au transport des miliciens. 23 septembre 1952 – 5 octobre 1965.	1 cahier
565.	Registre des demandes d'allocations de milice. 19 mai 1954 – 27 janvier 1972.	1 cahier
566.	Dossier relatif aux militaires rappelés. 1956-1974.	1 chemise

B. GARDE CIVIQUE (1830-1921)

- 567-568. États des citoyens inscrits pour le service de la garde civique.
1830, 1852. 3 pièces
567. 1830. 2 pièces
568. 1852. 1 pièce

**C. MOBILISATION, RÉQUISITIONS ET CANTONNEMENTS
MILITAIRES EN TEMPS DE PAIX**

- 569-572. Dossiers relatifs aux réquisitions.
1817, 1900-1914, 1922-1933, 1935-1939. 4 chemises
569. Fournitures.
1817.
En faveur du camp cosaque de Saint-Amand.
570. Chevaux.
1900-1914, 1931-1933.
571. Logements.
1922-1932.
572. Véhicules automobiles.
1935-1939.
- 573-582. Registres de classement.
1922, 1925-1929, 1931-1959. 1 chemise et 9 cahiers
573. Logements.
1922. 1 chemise
574-576. Chevaux.
1928-1929, 1931-1934, 1939. 3 cahiers
574. 1925-1929.
575. 1931-1934.
576. 1931, 1939.
577-578. Véhicules automobiles.
1932-1938. 2 cahiers
577. 1932-1934.
578. 1935-1938.
579-580. Motocyclettes.
1932-1948. 2 cahiers
579. 1932-1934.
580. 1935-1948.
581-582. Véhicules hippomobiles.
1932-1959. 2 cahiers
581. 1932-1934.
582. 1935-1959.
- 583-586. Dossiers relatifs aux recensements.
1930-1931, 1934-1939, 1948-1950. 4 chemises
583. Tracteurs.
1930-1931, 1935-1939.

584. Eau potable.
1934.
585. Remorques.
1935-1938.
586. Chevaux, véhicules automobiles, hippomobiles et motocycles.
1939, 1948-1950.
587. Registre d'annotation des instructions relatives à la mobilisation de l'armée.
5 mars 1935 – 6 mai 1940. 1 cahier
588. Registre des avis de mutation des chevaux, véhicules automobiles et
motocyclettes.
3 mars 1936 – 27 février 1940. 1 cahier
589. Registre d'inscription des habitants de la commune qui ont participé à la
fourniture de prestations requises par l'autorité militaire.
27 septembre 1938 – 5 avril 1939. 1 cahier
590. Dossier relatif à l'installation de repères géodésiques.
1976. 1 chemise

D. GUERRES ET CONSÉQUENCES

1. RÉVOLUTION BELGE ET COLONISATION

591. État des pertes causées par faits de guerre, pillages et émeutes populaires lors de
la Révolution de 1830.
1837. 1 pièce
592. Dossier relatif l'installation d'une plaque commémorative en l'honneur des colons
décédés au Congo avant l'annexion.
1929-1930. 1 chemise

2. PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

593. Dossier relatif aux dommages de guerre.
1914-1918. 1 liasse
- 594-601. Dossiers relatifs aux réquisitions.
1914-1918. 2 pièces et 7 chemises
594. Chevaux.
1914-1918. 1 chemise
- 595-597. 1916-1917. 3 chemises
595. Bétail.
596. Bois.
597. Fils de fer barbelés.
598. Tonneaux en fer.
1916, 1918. 2 pièces
Lettres de la Gendarmerie kommando au bourgmestre.
- 599-600. 1916-1918. 2 chemises
599. Caoutchoucs.
600. Textiles.

601.	Fils de cuivre. 1917-1918.	1 chemise
602-606.	Dossiers relatifs aux recensements. 1916-1918.	5 chemises
602.	Raccordements électriques. 1916-1917.	
603.	Chevaux. 1916-1918.	
604.	Peupliers. 1917.	
605-606.	1918.	2 chemises
605.	Chaussures.	
606.	Puits.	
607.	Dossier relatif aux patrouilles de nuit. 1917-1918.	1 chemise
608.	Dossier relatif aux orphelins de guerre. 1919-1926.	1 chemise
609.	Dossier relatif aux dépenses anormales de guerre. 1919-1935.	1 chemise
610.	Dossier relatif aux déportations. 1920-1930.	1 chemise
3. SECONDE GUERRE MONDIALE		
Consulter également le n° 41.		
611-614.	Dossiers relatifs aux réquisitions. 1940-1942, 1944.	1 pièce et 3 chemises
611.	Peupliers. 1940-1941.	1 chemise
612.	Armes à feu. 1940-1942.	1 chemise
613.	Métaux non-ferreux. 1941.	1 chemise
614.	Fils de fer barbelés. 1944. Avis de réquisition.	1 pièce
615-621.	Dossiers relatifs aux recensements. 1940-1944.	3 pièces, 4 chemises et 1 liasse
615-617.	1940.	3 pièces et 1 chemise
615.	Matériel de défense contre les avions. Liste du matériel d'extinction d'incendie et de protection contre les gaz.	1 pièce
616.	Métiers et négoces. Lettre du chef de division au bourgmestre et relevé.	2 pièces
617.	Livres d'école contenant une matière anti-allemande.	1 chemise

618.	Pigeons voyageurs. 1940-1944. Présence de bagues matricules.	1 liasse
619-620.	1941-1944.	2 chemises
619.	Armes de police.	
620.	Chevaux.	
621.	Postes de télégraphie sans fil (TSF). 1942.	1 chemise
622.	Dossier relatif aux dommages de guerre. 1940-1945.	1 liasse
623.	Arrêté échevinal relatif aux interdictions de circulations. 10 juillet 1941.	1 pièce
624.	Dossier relatif à la surveillance de l'exercice des gardes chasse. 1942.	1 chemise
625.	Dossier relatif au travail obligatoire et volontaire en Allemagne. 1942-1944.	1 chemise
626.	Dossier relatif aux déportés. 1942-1946.	1 chemise
627.	Dossier relatif aux dépenses anormales de guerre. 1945.	1 chemise
628.	Dossier relatif aux victimes de guerre. 1945-1948.	1 chemise
629-630.	Dossiers relatifs aux travaux de réparations de dommages de guerre. 1948-1973.	1 chemise et 1 liasse
629.	Croix du clocher et toiture de l'église. 1948-1973. Présence de plans.	1 liasse
630.	Ponts de chemin de fer. 1951, 1964. Concerne également Fleurus et Wagnelée.	1 chemise

IX. ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

A. POLICE

1. ÉQUIPEMENT

Consulter le n° 619.

2. PERSONNEL

631.	Relevé de la composition du corps de police. 9 juin 1941.	1 pièce
------	--	---------

3. FONCTIONNEMENT QUOTIDIEN EN GÉNÉRAL

Consulter également le n° 624.

- 632-633. Règlements de police.
1888, 1902, 1910, 1975. 2 chemises
632. Inhumations.
1888, 1902, 1910.
633. Dépôts d'immondices.
1975.
634. Dossier relatif à la délimitation de l'exercice des gardes champêtre.
1941. 1 chemise

4. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA TRANQUILLITÉ ET L'ORDRE PUBLICS

635. Tableau constatant la remise d'un exemplaire de la loi sur l'ivresse publique aux débitants de boissons.
[ca 1887]. 1 pièce
636. Dossier relatif aux vérifications périodiques des poids, mesures et instruments de pesage.
1926-1954. 1 chemise
637. Lettre du procureur du Roi au bourgmestre relative à la recrudescence des combats de coqs.
29 février 1928. 1 pièce

5. MISSIONS DE POLICE ADMINISTRATIVE CONCERNANT LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

638. Dossier relatif aux collocations.
1870-1889. 1 chemise
639. Relevés des accidents de la circulation.
1927-1940. 1 chemise
640. Ordonnances de police relatives aux courses automobiles.
1936, 1973-1974. 1 chemise

6. MISSIONS DE POLICE JUDICIAIRE

641. Feuilles de route de condamnés libérés et soumis à la surveillance policière.
1863, 1868. 1 chemise

B. DÉFENSE AÉRIENNE PASSIVE (1934-1944)

642. Dossier relatif aux engagements volontaires.
1939-1941. 1 chemise

C. SERVICE D'INCENDIE

1. ORGANISATION

643. Dossier relatif à la convention relative à l'organisation de secours en cas d'incendie avec la ville de Charleroi.
1936-1948. 1 chemise

2. ÉQUIPEMENT

Consulter également les n° 605, 615 et 816.

644. Listes du matériel de secours en cas d'incendie.
1905, 1910. 2 pièces
645. Relevé des propriétaires de puits, de citernes à eaux pluviales et de citernes à purin.
1931. 1 cahier

3. EXÉCUTION DES TÂCHES

646. Dossier relatif à la visite des fours et cheminées.
1805. 1 chemise
647. Relevé des interventions.
1929-1933. 1 pièce

X. SANTÉ PUBLIQUE

A. SERVICES COMMUNAUX

1. SERVICE COMMUNAL DE SANTÉ

648. Listes des familles qui en cas de maladie ont droit au traitement gratuit.
1858. 2 pièces

2. INSPECTION MÉDICALE SCOLAIRE

649. Dossier relatif aux inspections médicales scolaires.
1917-1974. 1 chemise

3. SERVICE COMMUNAL DE TRAITEMENT DES IMMONDICES

650. Dossier relatif à l'enlèvement des immondices.
1949-1976. 1 chemise
651. Dossier relatif à la collecte et épuration des eaux usées du bassin hydrographique de La Ligne.
1974. 1 chemise

B. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LES MALADIES ÉPIDÉMIQUES

652. Liste des vaccinations gratuites.
1837. 1 pièce
- 653-654. Dossiers relatifs aux luttes contre les maladies épidémiques.
1863, 1925-1955. 2 chemises
653. 1863.
654. 1925-1955.
655. Dossier relatif aux vaccinations.
1907-1973. 1 liasse

2. SURVEILLANCE SANITAIRE, SÉCURITÉ ET HYGIÈNE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SYLVICULTURE, DE L'INDUSTRIE, DES MÉTIERS ET DU COMMERCE

Consulter également le n° 910.

656. Dossier relatif à la lutte contre les maladies épizootiques.
1831, 1861-1865. 1 chemise
657. Dossier relatif au déversement des eaux résiduaires des usines dans le Grand Rys.
1870-1894, 1905-1914. 1 chemise
658. Registre des déclarations d'abattage d'animaux destinés à la consommation
publique.
1^{er} mars 1938 – décembre 1940. 1 cahier
659. Registre des propriétaires de taureaux admis à la monte publique.
9 mars 1939 – 25 avril 1947. 1 cahier
660. Autorisation du bourgmestre à un administré en vue de chasser les corbeaux et
ramiers sur ses terres.
1973. 1 pièce

3. ANALYSE DE L'EAU POTABLE

661. Bulletins d'analyse d'eau.
1923-1945. 1 chemise

4. CONTRÔLE DES ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES

Consulter également les n° 210 et 645.

- 662-663. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de moulins.
1848, 1852. 1 pièce et 1 chemise
Localisations non précisées.
662. Auguste Dumont.
1848. 1 chemise
663. Hubert Dellier.
15 juillet 1852. 1 pièce
Lettre du commissaire d'arrondissement au Collège échevinal.

- 664-665. Arrêtés du Conseil provincial relatifs aux d'exploitation de mines.
 1855, 1871. 2 pièces
664. Victor Everarts, lieudit « Champs du Bâty de l'Arbre ».
 1855.
665. P. Petit, section A, n° 280^b et 282.
 1871.
 Concerne également Fleurus, Heppignies, Mellet et Wangenies.
- 666-668. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de carrières.
 1858, 1913-1914, 1935-1936. 2 pièces et 2 chemises
666. Joseph Dewinter, localisation non précisée.
 1858. 2 pièces
 Lettre de demande et arrêté du Conseil provincial.
667. SA « Carrières de Ligny », localisation non précisée.
 1913-1914. 1 chemise
668. Georges Sydney, section C, n° 221^{w2}.
 1935-1936. 1 chemise
- 669-679. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation d'autres établissements dangereux,
 insalubres et incommodes.
 1869-1973. 1 pièce et 10 chemises
 Présence de plans aux n° 671, 672, 675 et 677.
669. Brasserie, Hubert Dellier, localisation non précisée.
 1869. 1 pièce
 Arrêté du Conseil provincial.
670. Charronnerie, Émile Rubay, lieudit « Le Perron ».
 1911-1912. 1 chemise
671. Marbrerie, Ernest Landot, rue du Trieu, numéro non précisé.
 1928. 1 chemise
672. Dépôts d'explosifs, Intercommunale bruxelloise des eaux, diverses
 localisations.
 1941-1943. 1 chemise
673. Cinéma, Camille Delire, place Emmanuel Dumont de Chassart,
 numéro non précisé.
 1947. 1 chemise
674. Station de pompage, Intercommunale bruxelloise des eaux, lieudit
 « Anciennes Grandes Carrières ».
 1954-1956. 1 chemise
675. Oisellerie, Albert Bouton, Place communale, n° 12.
 1960. 1 chemise
676. Chocolaterie-biscuiterie, Aimé Teugels, rue de Chassart, n° 8.
 1962. 1 chemise
- 677-678. 1970. 2 chemises
677. Porcherie, André Baes, rue Lucien Spilette, n° 32.
678. Atelier de distribution d'engrais liquide, SA « De Prayon », rue de
 Chassart, n° 10.
679. Salon de coiffure, Marie-Françoise Roucourt, rue Labarre, n° 8.
 1973. 1 chemise

680. Tableau des établissements dangereux de première catégorie.
18 juin 1916 – 16 juin 1950. 1 cahier
- 681-686. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation d'infrastructures électriques.
1922-1974. 6 chemises
Présence de plans aux n° 682 à 685.
- 681-683. Cabines.
1922-1923, 1926, 1928, 1931, 1938, 1973-1974. 3 chemises
681. SA « Centrale électrique de l'Entre-Sambre-et-Meuse », diverses
localisations.
1922-1923, 1938.
682. Commune de Brye, lieudit « Bonniers-Saint-Pierre ».
1926, 1928, 1931.
683. Société nationale de distribution des eaux (SNDE), station de
pompage.
1973-1974.
- 684-686. Lignes aériennes.
1963, 1966-1967, 1969. 3 chemises
684. SA « Esmalux », ligne Liberchies – Wagnelée.
1963.
685. SA « Esmalux », ligne Fleurus – Marbais.
1966-1967.
Concerne également Wagnelée.
686. SA « Electrobél », ligne Tihange – Gouy-lez-Piéton.
1967, 1969.
Concerne également Wangenies
- 687-706. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de dépôts de carburant.
1925-1926, 1928-1930, 1935, 1938, 1950, 1967, 1969, 1971-1976. 20 chemises
Présence de plans aux n° 688, 691, 693 à 696, 698 à 701 et 703 à 705.
687. Jules Valery, rue de Sombreffe, numéro non précisé.
1925.
688. Hippolite Gobert, section C, n° 242^g.
1925-1926.
689. Jean Smith, Grand place, numéro non précisé, et rue Armand Staquet,
n° 18.
1928-1930, 1938.
690. Société « Caltex Petroleum Company », rue des Brasseurs, n° 14.
1935, 1950.
691. André Lefevre, rue Armand Staquet, n° 5.
1967.
692. Alfred Vigneron, rue Georges Maroye, n° 1A.
1969.
- 693-694. 1971. 2 chemises
693. Léon Degreve, rue Clabecq, n° 5.
694. Veuve Joseph Huppe, rue de la Croisette, n° 15.
- 695-696. 1972. 2 chemises
695. André Rucquoy, rue des Brasseurs, n° 21.

696.	SPRL « Combecar », propriété André Ghys.	
697-698.	1973.	2 chemises
697.	Herbet Wuytens, rue Deux-Wez, n° 4.	
698.	Joseph Bouffioux, rue Louis Lambert, n° 58.	
699-702.	1974.	4 chemises
699.	André Dumont de Chassart, rue de l'Éscaille, n° 1.	
700.	Cercle « Sports et Loisirs », rue Armand Staquet, n° 6.	
701.	Frères Seutin, rue des Brasseurs, n° 11.	
702.	Paula Peeters, rue des Brasseurs, n° 33.	
703-705.	1975.	3 chemises
703.	Albert Malacord, rue Lucien Spilette, n° 5.	
704.	Jean-Baptiste Filée, rue de Ligny, n° 1.	
705.	Roland Robin, rue de Mellet, n° 11.	
706.	Jeannine Claes, rue Lucien Spilette, n° 33. 1976.	
707-708.	Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de menuiseries. 1926, 1971.	2 chemises
707.	Félicien Michaux, localisation non précisée. 1926.	
708.	Monsieur Van Haesbroeck, rue Armand Staquet, n° 21. 1971. Présence de plans.	
709-714.	Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de briqueteries. 1927, 1929-1930, 1934-1935, 1938-1939.	6 chemises
709.	Sylvain Bouffioux, section D, n° 66 ^b . 1927.	
710.	François Racot, section D, n° 249 ^c . 1929.	
711.	Arthur Dehaux, rue de Fleurus, numéro non précisé. 1930.	
712.	Émile Ribesse, rue de la Croisette, numéro non précisé. 1934.	
713.	Julien Malacord, lieudit « Beurre » à Wagnelée. 1935.	
714.	Joseph Bastogne, section D, n° 252 ^a . 1938-1939.	
715-716.	Registres aux avis du Collège échevinal relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes à ériger à titre permanent. 1928-1961.	2 cahiers
715.	1 ^{re} classe. 12 septembre 1928 – 30 novembre 1940.	
716.	2 ^e classe. 21 juin 1934 – 30 octobre 1961.	

- 717-724. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de boucheries-charcuteries.
1930-1971. 8 chemises
717. Georges Brennet, rue Deux-Wez, n° 4.
1930.
- 718-719. 1931. 2 chemises
718. Édouard Burny, rue Zicot, n° 11.
719. Victor Coulon, rue du Long Pré, n° 35.
720. Georges Coulon, rue Georges Maroye, n° 15 et 17.
1938, 1950.
721. G. Brigode, rue Julien Laurent, n° 27.
1940.
722. Maurice Bouton, place Emmanuel Dumont de Chassart, n° 8.
1946.
723. André Brennet, rue Luien Spilette, n° 1.
1956, 1962.
724. Robert Cornet, rue Georges Maroye, n° 16.
1960, 1967-1968, 1970-1971.
725. Avis d'enquête de commodo et incommodo relatifs aux demandes d'autorisation
d'installation d'établissements dangereux, insalubres ou incommodes.
1935. 1 chemise
726. Dossier relatif aux recensements des boucheries.
1935, 1960. 1 chemise
- 727-729. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation d'ateliers automobiles.
1935, 1950, 1961. 3 chemises
727. Eugène Gobeaux, place du Monument, n° 1.
1935.
728. Jules Gendarne, rue Georges Maroye, n° 12.
1950.
729. Jeanne Coyette, rue de la Croisette, numéro non précisé.
1961.
Présence de plans.
730. Lettre du ministre de la Santé publique au bourgmestre relative à l'établissement
d'un débit de viandes sans autorisation.
11 septembre 1936. 1 pièce
- 731-732. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de boulangeries-pâtisseries.
1937, 1947. 2 chemises
731. Joseph Jonckers, rue Georges Maroye, n° 10.
1937.
732. Ernest Gillain, rue de Beurre, n° 2.
1947.
733. Registre des entrées et sorties d'explosifs brisants de la Compagnie bruxelloise
intercommunale des eaux (CIBE).
9 décembre 1941 – 18 octobre 1943. 1 cahier
Concerne également Ligny.

- 734-735. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de salles de danse.
1946, 1966. 2 chemises
734. Eudore Staquet, rue de la Croisette, n° 8.
1946.
735. Robert Robin, place Emmanuel Dumont de Chassart, n° 1.
1966.
- 736-737. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de scieries.
1952, 1954. 2 chemises
- Présence de plans.
736. Elso Pérugini, place Emmanuel Dumont de Chassart, n° 9.
1952.
737. Fernand Spilette, rue Lucien Spilette, n° 30.
1954.
- 738-739. Dossiers relatifs aux demandes d'exploitation de silos à pulpes de betteraves.
1969, 1971. 2 chemises
738. Albert Janssens, rue des Trieux, ° 27.
1969.
Présence d'un plan.
739. André Delvaux, Place communale, n° 7.
1971.

5. AUTRES PRÉOCCUPATIONS CONCERNANT L'ENVIRONNEMENT

740. Enquête statistique relative aux problèmes d'altération de l'environnement.
1972. 1 chemise

**XI. TRAVAUX PUBLICS, SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE,
AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET URBANISME**

**A. ORGANISATION ET GESTION JOURNALIÈRE DU SERVICE
TECHNIQUE**

741. Listes annuelles des travaux.
1950-1956. 1 chemise

**B. TRAVAUX AUX BÂTIMENTS, MONUMENTS ET
INSTALLATIONS IMMOBILIÈRES DIVERSES**

1. BÂTIMENTS AFFECTÉS AUX SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMMUNAUX

742. Plans du secrétariat, de la salle des mariages, des escaliers et des entreportes.
[ca 1950]. 1 chemise
743. Dossier relatif à la restauration de la maison communale.
1973. 1 chemise

2. BÂTIMENTS SCOLAIRES

Consulter également les n° 124 et 140.

- 744-745. Dossiers relatifs aux constructions
1860-1880, 1959-1963. 1 chemise et 1 liasse
744. École de garçons et logement scolaire
1860-1880. 1 liasse
Présence de plans.
745. Préau.
1959-1963. 1 chemise
- 746-747. Dossiers relatifs aux restaurations.
1900-1904, 1973-1974. 2 chemises
746. Logement scolaire.
1900-1904.
747. École.
1973-1974.
748. Dossier relatif à l'aménagement des écoles primaires et gardiennes.
1931. 1 chemise
Présence de plans.
749. Dossier relatif aux désaffectations des logements scolaires.
1953, 1967. 1 chemise
750. Relevés des besoins en matière de travaux de construction et d'extension
nouvelles, de modernisation et d'aménagement dans l'enseignement officiel
subsidé.
1973. 1 chemise

3. BÂTIMENTS DU CULTE

Consulter également le n° 754.

- 751-752. Dossiers relatifs aux restaurations.
1923-1932, 1968-1973. 2 chemises
Consulter également le n° 629.
751. Clocher.
1923-1932.
752. Toiture du presbytère.
1968-1973.
Présence de plans.
753. Dossier relatif à l'installation du chauffage électrique à l'église.
1964. 1 chemise

4. CIMETIÈRES

Consulter également les n° 123 et 142.

- 754-755. Dossiers relatifs aux désaffectations.
1900, 1935-1937. 2 pièces et 1 liasse
754. Construction d'une sacristie.
1900. 2 pièces
Arrêtés royaux.
755. Construction d'une place publique.
1935-1937. 1 liasse
756. Dossier relatif à la construction d'un cimetière.
1906-1912. 1 liasse
Présence de plans.

C. TRAVAUX ET INSPECTION DE LA VOIRIE (Y COMPRIS LES PONTS, LES QUAIS)

1. VOIRIE COMMUNALE ET VICINALE (Y COMPRIS LES PONTS, LES ÉGOUTS, ETC.)

Consulter également les n° 117 à 122, 125, 224 et 755.

757. États des chemins vicinaux et courants d'eau.
1824-1825. 1 chemise
758. Dossier relatif aux subsides pour travaux.
1844-1893. 1 chemise
Présence d'un plan.
- 759-772. Dossiers relatifs aux améliorations.
1852-1973. 7 chemises et 7 liasses
Présence de plans aux n° 761 et 764 à 771.
759. Chemins n° 10, 67 et de Mellet.
1852-1856. 1 chemise
760. Chemins n° 7, 8, 17 et 19.
1888-1892. 1 chemise
761. Chemins n° 8, 9 et 26.
1896, 1899. 1 chemise
762. Rue Neuve.
1928. 1 chemise
763. Chemin n° 21.
1934-1939. 1 chemise
Concerne également le chemin n° 8 à Brye.
764. Chemins n° 1, 3 et 11.
1952-1960. 1 liasse
Concerne également les chemins n° 2, 13, 18 et 20 à Mellet.
765. Chemins n° 5, 6, 7, 14 et 35.
1958-1963. 1 chemise
- 766-771. Quartier des Trieux.
1960-1982. 6 liasses
766. 1^{re} partie.

767.	2 ^e partie.	
768.	3 ^e partie.	
769.	4 ^e partie.	
770.	5 ^e partie.	
771.	6 ^e partie.	
772.	Rue Lambert. 1973.	1 chemise
773-779.	Dossiers relatifs aux détournements. 1841-1842, 1844, 1903-1904, 1924, 1951-1963. Consulter également le n° 783. Présence de plans aux n° 778 et 779.	7 pièces et 2 chemises
773.	Sentier traversant la propriété Delchambre. 1841. Arrêté royal.	1 pièce
774-775.	1842. Uniquement des plans.	2 pièces
774.	Sentier Ligny – Saint-Amand.	
775.	Sentier traversant les propriétés Englebert et Nalannes.	
776.	Sentier traversant la propriété Wautier. 1844. Cahier des charges et arrêté royal.	2 pièces
777.	Chemins n° 8, 9 et 26. 1903-1904. Arrêté du Conseil communal et lettre du gouverneur à l'administration communale.	2 pièces
778.	Sentiers n° 61 et 62. 1924.	1 chemise
779.	Sentier n° 41. 1951-1963.	1 chemise
780-784.	Dossiers relatifs aux suppressions. 1843-1844, 1849, 1863, 1866, 1894-1923. Présence de plans aux n° 780, 781, 783 et 784.	5 chemises
780.	Sentier devant être employé à l'empierrement du chemin du Lait. 1843.	
781.	Drèves à la chaussée romaine et au chemin de Broctia et sentier entre les chemins de Desserte et du Dieu Riffard. 1843-1844.	
782.	Sentier entre le chemin de l'Église et le sentier passant vis-à-vis de la propriété Brigade. 1849.	
783.	Sentier n° 70. 1863, 1866. Concerne également le détournement du sentier n° 72.	
784.	Divers sentiers. 1894-1923.	
785-786.	Dossiers relatifs aux bornages. 1884, 1938-1943.	2 chemises
785.	Chemins n° 7, 8, 17 et 19. 1884.	

786. Sentier n° 41.
1938-1943.
- 787-788. Dossiers relatifs aux ponts et ponceaux.
1935, 1955. 2 pièces et 1 chemise
787. Reconstruction du pont du Longpré sur la Ligne.
1935. 1 chemise
Concerne également Wagnelée. Présence de plans.
788. Dégagement du ponceau sur la Ligne, lieudit « Deux Wez ».
1955. 2 pièces
Lettres du bourgmestre et du commissaire voyer.
789. Lettre du bourgmestre à l'ingénieur principal relative aux statistiques de la voirie.
26 avril 1963. 1 pièce
- 790-791. Dossiers relatifs aux réfections.
1974-1975. 2 chemises
790. Égouts, rue Doulée.
1974-1975.
791. Rue de Chassart.
1975.
792. Dossier relatif à l'entretien extraordinaire des chemins n° 7, 15, 19 et 35 et des
rues Lambert, Maroye et Spilette.
1976. 1 chemise
793. Dossier relatif aux raccordements aux égouts.
1976. 1 chemise
- 2. VOIRIE PROVINCIALE ET NATIONALE**
794. Dossier relatif à la réfection des égouts, chemin Fleurus – Villers.
1892. 1 chemise
795. Dossier relatif aux classifications de chemins de grande communication.
1909-1912, 1936, 1954. 1 chemise
796. Dossier relatif à l'amélioration du chemin de grande communication n° 282.
1954-1955. 1 chemise
Concerne également Marbais et Wagnelée.
797. Dossier relatif à la réfection de la route Fleurus – Villers-Perwin.
1955. 1 chemise
Présence d'un plan.
798. Lettres du bourgmestre et de prestataires relatifs au détournement de la route
Fleurus – Wagnelée.
1957. 2 pièces
799. Dossier relatif à l'extension de la Wateringue Mellet – Wayaux.
1966, 1970. 1 chemise
800. Dossier relatif à l'établissement de l'autoroute Court-Saint-Etienne – Heppignies.
1975-1976. 1 chemise
Présence d'un plan.

D. TRAVAUX ET INSPECTION DES COURS D'EAU

Consulter également le n° 142.

- 801-803. Dossiers relatifs aux curages.
1843-1945. 3 chemises
Consulter également le n° 222.
801. 1843-1895.
802. 1900-1918.
803. 1942-1945.
- 804-805. Tableaux des cours d'eau non navigables ni flottables.
1847, 1885. 2 pièces et 1 chemise
804. 1847. 2 pièces
805. 1885. 1 chemise
806. Dossier relatif à la construction de la Wateringue de la Ligne.
1927, 1929. 1 chemise
Concerne également Balâtre, Boignée, Ligny, Sombreffe et Tongrinne.
807. Dossier relatif aux assemblées annuelles statutaires de la Société du canal du
Hainaut.
1937-1958. 1 chemise
808. Dossier relatif au classement des cours d'eau non navigables.
1954-1968. 1 chemise
Présence d'un plan.
809. Dossier relatif à l'établissement de la liste des cours d'eau non navigables formant
un bassin hydrographique d'au moins 5.000 hectares.
1972. 1 chemise
810. Dossier relatif à l'établissement de clôtures en bordure des cours d'eau.
1972. 1 chemise

E. SERVICES D'UTILITÉ PUBLIQUE

1. DISTRIBUTION D'EAU

Consulter également les n° 34, 143, 584, 605, 645 et 839.

811. Arrêté du bourgmestre relatif à la démolition du puits, place de l'Église.
2 décembre 1897. 1 pièce
812. Dossier relatif aux extensions du réseau.
1912, 1929-1945, 1965. 1 liasse
Présence de plans.
813. Dossier relatif aux captations.
1969. 1 chemise
Concerne également Villers-Perwin.
814. Dossier relatif à l'adduction du nord de Charleroi.
1972-1976. 1 chemise
Présence de plans.

815. Dossier relatif aux raccordements.
1972-1976. 1 chemise
816. Dossier relatif au placement des bouches à incendie.
1973. 1 chemise
817. Dossier relatif à la construction de pavillons de pompage.
1974. 1 chemise
- 2. DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ**
Consulter également les n° 35 et 602.
818. Dossier relatif aux constructions de cabines électriques.
1914, 1929, 1935. 1 chemise
Présence de plans.
819. Dossier relatif aux extensions du réseau.
1927-1936, 1974. 1 chemise
Présence de plans.
- 3. ÉCLAIRAGE PUBLIC**
820. Dossier relatif aux extensions du réseau.
1925-1941, 1959-1976. 1 liasse
Présence de plans.
- 4. TÉLÉPHONE**
821. Dossier relatif aux extensions du réseau.
1903-1975. 1 liasse
Présence de plans.
822. Dossier relatif aux raccordements.
1906-1911. 1 chemise
- 5. TÉLÉDISTRIBUTION**
823. Dossier relatif aux extensions du réseau.
1973-1975. 1 chemise
- 6. TRANSPORTS EN COMMUN**
Consulter également les n° 630, 838 et 846.
- 824-825. Dossiers relatifs aux constructions.
1874-1876, 1886. 1 pièce et 1 chemise
824. Ligne de chemin de fer Fleurus – Nivelles.
1874-1876. 1 chemise
825. Maison de garde, ligne de chemin de fer Fleurus – Nivelles.
10 juillet 1886. 1 pièce
Lettre du ministre des Chemins de fer au Collège échevinal.

- 826-827. Dossiers relatifs aux améliorations de la station de Chassart.
1889, 1935, 1937. 2 chemises
826. 1889.
Uniquement des plans. Concerne également le déplacement du raccordement
Dumont.
827. 1935, 1937.
- 828-830. Dossiers relatifs aux suppressions.
1903-1904, 1932-1933, 1956-1957. 3 chemises
828. Passage à niveau n° 61, de la ligne Court-Saint-Étienne – Ransart.
1903-1904.
829. Passage à niveau n° 25, de la ligne Fleurus – Nivelles.
1932-1933.
830. Section Chastre – Mellet, de la ligne Courcelles – Gembloux.
1956-1957.
Présence de plans.
- 831-832. Dossiers relatifs aux exploitations.
1903-1974. 2 chemises
Présence de plans.
831. Lignes de chemin de fer.
1903-1966.
832. Lignes d'autobus.
1930-1974.

7. SERVICES POSTAUX

Consulter également le n° 621.

833. Dossier relatif aux créations et suppressions de bureaux de poste.
1910-1926. 1 chemise

F. AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

1. PLANS DE SECTEUR

834. Dossier relatif au plan de secteur de Charleroi.
1973-1975. 1 chemise
Présence de plans.

2. PERMIS DE BÂTIR

- 835-837. Dossiers relatifs aux demandes de petites transformations, constructions et
d'alignement de voirie.
1912, 1927, 1931. 3 chemises
835. 1912.
Présence d'un plan.
836. 1927.
837. 1931.

3. EXPROPRIATIONS

- 838-839. Dossiers relatifs aux expropriations pour travaux publics.
1910, 1937. 2 pièces et 1 chemise
838. Aménagement de la station de Chassart.
1910. 2 pièces
Lettre du ministre des Chemins de fer au Collège échevinal et procès-verbal
d'expropriation.
839. Captage et refoulement des venues d'eau de la grande carrière
abandonnée de Ligny.
1937. 1 chemise

XII. ENSEIGNEMENT

A. CADRE GÉNÉRAL

840. Règlements des écoles d'adultes.
1868, 1903. 1 chemise
841. Dossier relatif aux révisions des règlements et programmes des écoles gardiennes
et primaires.
1903-1904, 1939-1942. 1 chemise

B. ORGANISATION

- 842-844. Dossiers relatifs aux ouvertures.
1855-1856, 1965, 1969-1973. 3 chemises
842. École de filles.
1855-1856.
843. Troisième classe à l'école primaire de garçons.
1965.
844. Groupe scolaire.
1969-1973.
845. Dossier relatif à l'adoption des écoles libres.
1858. 1 chemise
846. Dossier relatif à l'interdiction à l'autocariste qui exploite le service spécial à
l'intention des élèves de l'école primaire de Sombrefte, de s'arrêter sur le
territoire de Saint-Amand pour procéder au ramassage des élèves.
1974. 1 chemise
847. Dossier relatif à la reprise de l'école gardienne et primaire mixte de Brye par
l'école gardienne et primaire mixte de Saint-Amand.
1975. 1 chemise

C. ÉQUIPEMENT

848. Catalogue de la bibliothèque des écoles d'adultes.
[1^{er} quart XX^e siècle]. 1 pièce

D. PERSONNEL

849. Lettre du gouverneur au commissaire d'arrondissement et à l'inspecteur provincial relative au non-respect des horaires de cours par un instituteur. 6 septembre 1869. 1 pièce

E. FINANCES

850. Budget annuel. 1916. 1 chemise
851. Comptes annuels. 1964-1967. 1 chemise
852. Dossier relatif aux subsides. 1854-1868, 1914-1976. 1 chemise
853. Renseignements statistiques destinés à la rédaction du compte-rendu détaillé de l'emploi des fonds alloués pour l'instruction primaire. 1907-1915. 1 chemise

F. OBLIGATION SCOLAIRE

- 854-857. Listes des enfants soumis à l'obligation scolaire. 1915-1950. 4 chemises
854. 1915-1920.
855. 1920-1930.
856. 1930-1940.
857. 1940-1950.
858. Liste des personnes ayant contrevenu à la loi scolaire du 19 mai 1914. [ca 1920]. 1 pièce

G. ACTIVITÉS ÉDUCATIVES ORDINAIRES

Consulter également le n° 841.

- 859-860. Dossiers relatifs à l'organisation des cours. 1914-1920, 1962-1963. 2 chemises
859. Couture et coupe. 1914-1920.
860. Religion et morale. 1962-1963.
861. Rapport sur les cours d'adultes. 1921-1922. 1 pièce

H. AVANTAGES SOCIAUX

862. Liste des élèves solvables. [ca 1860]. 1 pièce
863. Dossier relatif à la mise à disposition du logement scolaire. 1893. 1 chemise

864. Dossier relatif aux bourses d'étude.
1920-1941. 1 chemise
865. Registre des demandes de bourse au Fonds des mieux doués.
2 juin 1928 – 23 mars 1933. 1 cahier
866. Dossier relatif à la grève du 25 octobre 1973.
1973. 1 chemise

XIII. CULTURE, DIVERTISSEMENTS ET TOURISME

A. CULTURE

867. Lettre du Collège échevinal à Sa Majesté le Roi Léopold I^{er} relative à l'octroi du
titre de Comte de Hainaut à Son Altesse Royale le Prince Léopold.
[ca 1859]. 1 pièce
868. Dossier relatif aux distinctions honorifiques.
1910-1976. 1 chemise
869. Dossier relatif à l'Assemblée Wallonne.
1920-1944. 1 chemise
870. Dossier relatif à la rédaction de l'ouvrage « Hannonia. Inventaire des richesses et
particularités du Hainaut » par « Les Amis du Hainaut » à l'occasion du
centenaire de l'Indépendance.
1927-1928. 1 chemise

B. DIVERTISSEMENTS, FESTIVITÉS, ACTIVITÉS POUR LA JEUNESSE ET TOURISME

871. Liste électorale pour la commission des fêtes communales.
[ca 1905]. 1 pièce
872. Dossier relatif à la célébration du centenaire de l'Indépendance.
1930. 1 chemise
873. Dossier relatif aux fêtes communales.
1937-1948. 1 chemise
874. Registre d'envoi de fiches vertes.
14 janvier 1939 – 1^{er} mai 1940. 1 pièce

XIV. ÉCONOMIE

A. GÉNÉRALITÉS

875. Dossier relatif au Conseil économique wallon.
1954-1955. 1 chemise

B. AGRICULTURE ET SYLVICULTURE

876. Lettre du commissaire d'arrondissement au Collège échevinal et arrêté du Collège échevinal relatifs à l'autorisation accordée à Monsieur Dumont de maintenir une plantation d'arbres sur le chemin de Broctia.
1844. 2 pièces
- 877-878. Dossiers relatifs aux recensements agricoles et horticoles.
1929, 1931-1938. 2 chemises
877. 1929.
878. 1931-1938.
879. Dossier relatif aux dégâts agricoles.
1950. 1 chemise

C. INDUSTRIE

880. Dossier relatif aux demandes de concessions de mine.
1912, 1966. 1 chemise
Concerne également Acoz, Balâtre, Boignée, Fleurus, Jemeppe-sur-Sambre, Keumiée, Ligny, Mazy, Saint-Martin, Spy, Tongrinne, Velaine-sur-Sambre, Wanfercée-Baulet et Wangenies.

D. COMMERCE

881. Dossier relatif aux demandes de carte de commerçant ambulant.
1928-1953. 1 liasse
882. Dossier relatif à la délivrance des licences de fabrication et vente de produits laitiers.
1935-1940. 1 chemise

XV. AFFAIRES SOCIALES

A. EXÉCUTION DES TÂCHES COMMUNALES

1. LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET LA MENDICITÉ

883. Dossier relatif aux distributions de céréales aux pauvres.
1819, 1828. 1 chemise
884. États généraux des individus qui ont été entretenus au dépôt de mendicité de Mons.
1865-1866. 1 chemise

2. MESURES EN FAVEUR DES NÉCESSITEUX

885. État des personnes qui ont essuyé, par suite d'évènements imprévus, des pertes qui les ont réduites à une position nécessiteuse.
1834. 1 pièce
886. Dossier relatif aux frais de domicile de secours.
1860-1863. 1 chemise
887. Dossier relatif aux frais d'hospitalisation des indigents.
1875, 1878. 1 chemise

888. Certificats d'indigence.
1892. 2 pièces
- 3. PRISE EN CHARGE DES CHÔMEURS, PLACEMENT**
889. Dossier relatif à la mise au travail des chômeurs.
1955-1971. 1 liasse
- 4. AIDE FAMILIALE, PRIMES DE NAISSANCE**
Consulter également les n° 112 et 113.
890. Dossier relatif aux demandes d'allocations familiales.
1929-1945. 1 chemise
- 5. AIDE SOCIALE À L'ENFANCE ET À LA JEUNESSE**
Consulter également le n° 112.
891. Dossier relatif à la surveillance des mineurs placés sous l'autorité du juge.
1926-1933. 1 chemise
- 6. AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES**
892. Dossier relatif aux demandes d'allocations de vieillesse.
1904-1911. 1 chemise
893. Registre des demandes et révisions d'allocations de vieillesse.
10 juillet 1921 – 31 octobre 1930. 1 cahier
894. Registre des bénéficiaires de la pension.
16 novembre 1921 – 2 août 1965. 1 cahier
895. Dossier relatif aux révisions d'allocations de vieillesse.
1931. 1 chemise
896. Registre des demandes de pension.
21 avril 1971 – 29 septembre 1976. 1 cahier
- 7. AIDE AUX PERSONNES PORTEUSES DE HANDICAPS**
897. Dossier relatif aux allocations aux estropiés et mutilés.
1929-1975. 1 chemise
898. Dossier relatif aux statistiques des sourds-muets et aveugles.
1966-1974. 1 chemise
- 8. SECOURS DISTRIBUÉS À L'OCCASION DE CALAMITÉS EXTRAORDINAIRES
SURVENUES DANS LA COMMUNE**
899. Dossier relatif aux aides distribuées à la suite de l'ouragan du 25 juillet 1858.
1858-1859. 1 chemise
900. Arrêté royal relatif à la remise d'une récompense à Martin Philippart, mineur, à la
suite du sauvetage d'un mineur lors d'un éboulement.
18 février 1859. 1 pièce

B. COLLABORATION AVEC DES TIERS

901. Dossier relatif aux subsides aux sociétés de secours mutuels.
1900-1908. 1 chemise

C. RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

- 902-907. Registres matricule des livrets de travail.
1859-1958. 6 cahiers
902. Adultes et enfants.
13 avril 1859 – 30 juin 1883. 1 cahier
- 903-904. Hommes adultes.
1883-1958. 2 cahiers
903. 23 décembre 1883 – 4 novembre 1930.
Consulter également le n° 908.
904. 7 décembre 1930 – 27 janvier 1958.
- 905-907. Femmes, adolescents et enfants.
1891-1953. 3 cahiers
905. 28 octobre 1891 – 21 septembre 1919.
906. 28 novembre 1919 – 28 juillet 1941.
907. 28 juillet 1941 – 7 décembre 1953.
908. Index du registre matricule des livrets de travail.
1883-1930. 1 cahier
909. Lettres du ministre des Colonies et du bourgmestre relatives à la requête d'un
administré en vue d'obtenir un emploi dans l'administration du Congo belge.
1927. 2 pièces
910. Dossier relatif aux travailleurs frontaliers occupés en France.
1928-1931. 1 chemise

XVI. RELATIONS AVEC LES FABRIQUES

A. FABRIQUE D'ÉGLISE DE LA PAROISSE SAINT-AMAND

1. PERSONNEL

911. Procès-verbal d'élection du Conseil de fabrique.
6 avril 1879. 1 pièce
912. Lettres du gouverneur au bourgmestre relatives à la remise de décorations
civiques au personnel de la fabrique.
1951. 2 pièces

2. PATRIMOINE

Consulter également le n° 26.

- 913-915. Dossiers relatifs aux ventes.
1846, 1854-1863, 1971. 2 pièces et 2 chemises
913. Lieudit « Campagne de la Chapelle des Sept Douleurs », à
Eugène Sauvage.
1846. 1 chemise
914. Lieudit « Campagne de la Chapelle des Sept Douleurs », à
Jean-Baptiste Vassart.
1854-1863. 1 chemise
915. Section A, n° 86 et 228 à Wagnelée, acquéreur non précisé.
1971. 2 pièces
Extraits des registres aux délibérations du Bureau des marguilliers et du Conseil de
fabrique.
916. Dossier relatif aux legs et donations.
1923, 1951-1967. 1 chemise
917. Dossier relatif à l'échange de la section B, n° 128 et 129 contre la section B,
n° 133^t de Xavier Dehut.
1968. 1 chemise

3. FINANCES

- 918-820. Budgets annuels.
1950-1956, 1964-1965, 1967-1976. 3 chemises
918. 1950-1956.
919. 1964-1965, 1967-1969.
920. 1970-1976.
- 921-924. Comptes annuels.
1948-1949, 1950-1954, 1962, 1964-1976. 4 chemises
921. 1948-1949.
922. 1950-1954.
923. 1962, 1964-1969.
924. 1970-1976.

4. OBLIGATIONS COMMUNALES

925. Dossier relatif au logement du curé.
1959, 1971-1974. 1 chemise
Concerne également Wagnelée.

B. FABRIQUE DE LA CHAPELLE SAINTE-RITA

- 926-927. Budgets annuels.
1957-1959, 1961, 1963, 1966. 2 chemises
926. 1957-1959.
927. 1961, 1963, 1966.

- 928-929. Comptes annuels.
1955-1961. 2 chemises
928. 1955-1959.
929. 1960-1961.

XVII.ÉCHEVINAGE DE LA COMMUNAUTÉ

930. Procès-verbaux de la haute cour.
1766-1790. 1 chemise
931. Ordonnance du Conseil provincial relative à la plantation des topinambours.
15 octobre 1768. 1 pièce
932. Liste des distributions en argent faites le 10 mai 1788 par les mayeur et échevins
de la haute cour pour procurer du chauffage aux pauvres.
10 mai 1788. 1 pièce
933. Dossier relatif à la collecte de la taille.
1790. 1 chemise
934. Récépissé d'une somme en argent courant par le village de Saint-Amand, en
faveur de la caisse commune des États-Belgiques-Unis, pour le contingent
ordinaire provincial.
30 mars 1791. 1 pièce
935. Dossier relatif aux services faits par la communauté pour l'empereur.
1792. 1 chemise
936. Listes de renouvellement des escouades de patrouilles.
1793. 2 pièces
937. Dossier relatif aux réquisitions militaires.
1793. 1 chemise



ISBN 978-94-6391-623-3



Illustration de couverture: Lettre du Collège échevinal à Sa Majesté le Roi Léopold le relative à l'octroi du titre de Comte de Hainaut à Son Altesse Royale le Prince Léopold (voir l'unité archivistique n° 867 du présent inventaire).